

MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE

1. Géopolitique de l'archipel d'Indonésie.

2. CC. BAMBANG WIRATAMA (Indonésie).

3. 29 février 2000.

4. Division A – Groupe A3.

5. Mémoire de géopolitique.

6. Au travers de l'étude des différents facteurs, montrer le rôle que l'archipel d'Indonésie peut jouer dans un espace géopolitique intermédiaire entre l'Asie et le Pacifique.

7. Mots clefs : l'archipel d'Indonésie, ASEAN, l'Armée Indonésienne, unité, diversité.

SOMMAIRE

GÉOPOLITIQUE DE L'ARCHIPEL D'INDONÉSIE

Introduction	3
I. La situation géographique de l'archipel d'Indonésie	4
II. Le concept de l'archipel	8
III. Le concept « Grande Indonésie »	11
IV. Le poids de l'histoire :	16
4.1 L'Indonésie dans l'histoire	16
4.2 Bref rappel historique :	20
4.2.1 L'indépendance (1945 – 1949)	20
4.2.2 La période démocratique (1950 – 1957)	21
4.2.3 La période de la « démocratie dirigée » (1957 – 1965)....	21
4.2.4 L'ordre nouveau (1965 – 1998).....	23
4.2.5 Montée des profondeurs, la révolte de Mai 1998	25
4.2.6 Le mouvement des réformes et le retour du politique.....	27
4.2.7 Une société désespérée : les nouvelles contradictions...	28
V. Politique actuelle de l'Indonésie :	30
5.1 Politique générale :	30
5.1.1 Les expériences antérieures	30
5.1.2 Le nationalisme	31
5.1.3 L'Etat Pancasila	32
5.1.4 Les serviteurs de l'Etat	33
5.2 Politique militaire :	35
5.2.1 La fonction politique des militaires	35
5.2.2 Le rôle de l'Armée Indonésienne aujourd'hui.....	36
5.2.3 Le défi du 21 ^e siècle	37
5.2.4 Perspectives de l'Armée Indonésienne au 21 ^e siècle.....	38
5.3 Politique étrangère « indépendante et active »	41
5.3.1 L'étranger proche : le monde Malais	42
5.3.2 L'ASEAN, zone naturelle ou pré carré.....	44
5.3.3 Le Japon, leader provisoire de l'Asie	45
Conclusion :	47
1. L'Indonésie à l'horizon 2020	47
2. Vers un nouvel équilibre	47
3. L'Armée Indonésienne au 21 ^e siècle	48

GEOPOLITIQUE DE L'ARCHIPEL D'INDONESIE

Introduction

L'Indonésie change, car le départ du général Soeharto a mis un terme à trente-deux années de pouvoir absolu. Elle vivait déjà une transformation profonde depuis plusieurs décennies. Mais, sans doute, la crise de mai 1998 a-t-elle encore accéléré les évolutions antérieures. Au seuil du XXI^e siècle et alors que s'évapore le miracle asiatique, l'archipel cherche ses marques et veut définir de nouveaux repères.

Par-delà les bouleversements, des éléments socioculturels restent pratiquement constants, sinon immuables. Certes, les cultures sont exposées au changement, mais celui-ci est lent, même à l'heure de la mondialisation. Sans négliger les facteurs économiques et politiques, il importe donc de regarder ces « fondamentaux » culturels, et d'observer la couleur particulière qu'ils donnent à une expérience spécifique, celle de l'Indonésie.

Une telle approche est d'autant plus déterminante pour la compréhension de ce pays que, de façon délibérée et volontariste, les Indonésiens affirment un projet culturel qui dessine une identité originale, et imprime sa marque à toutes les activités de leur nation. Or il apparaît que ce projet se trouve confronté à la nécessité de brutales adaptations, tant sous l'effet de l'évolution mondiale que des propres remises en cause de l'Indonésie.

Face à ces inconnues, on dispose au départ de deux certitudes, assez opposés : d'une part l'existence sur la longue durée d'un « fait indonésien » et, d'autre part, d'une formidable accélération, ces dernières années, des mutations que l'archipel a toujours rencontré dans son histoire.

I. La situation géographique de l'archipel d'Indonésie

L'Indonésie occupe le plus vaste archipel du monde puisqu'il mesure 5.000 km d'est en ouest et environ 2.000 km du nord au sud. On y recense plus de 17.500 îles, représentant une surface émergée de 1.919 million de km².

Le 14 novembre 1994, une convention maritime a été ratifiée à l'ONU donnant satisfaction à une revendication de l'Indonésie vieille de 27 ans. L'article 46-1982 de cette convention reconnaît à l'Indonésie une souveraineté sur près de trois millions de km² supplémentaires (eaux territoriales) entourant les îles de l'archipel, auxquels s'ajoutent encore pas moins de trois millions de km² de zone économique exclusives. Compte tenu de la faible immersion de ces zones maritimes (moins de 55 mètres en moyenne) et de l'avancement actuel des technologies, leur mise en valeur est relativement facile et a déjà commencé depuis longtemps avec l'exploitation offshore d'importants gisements de pétrole et de gaz naturel.

Avec désormais 7,9 millions de km² sous son contrôle, l'Indonésie s'apparente donc aux géants de la planète comme l'Australie, le Brésil, les États-Unis ou la Chine; à charge pour elle de maintenir libre à la circulation maritime internationale trois détroits permettant de passer de l'Océan Indien à la mer de Chine ou à l'Océan Pacifique. Cette position souligne l'importance géostratégique de ce pays entre l'Extrême-Orient d'une part, le Moyen-Orient et l'Europe d'autre part. L'Indonésie occupe donc une surface égale aux deux tiers de la surface totale de l'ASEAN, depuis l'adhésion du Vietnam.

Le pays, situé de part et d'autre de l'équateur (entre 6,08 degrés Nord et 11,5 degrés Sud), connaît un climat caractéristique de ces latitudes : chaud et humide toute l'année. Les températures sont en moyenne de 26 degrés, l'humidité de 85,90 %, et les pluies sont concentrées d'octobre à avril. Elles sont apportées par les vents de mousson du nord-ouest; le reste de l'année, la direction des vents est inversée et un air chaud, mais plus sec, souffle en provenance du désert australien. Quelques relevés pluviométriques effectués en différents points de l'archipel donnent une idée de l'importance de précipitations.

À l'exception de Kalimantan et de la Nouvelle-Guinée occidentale, les volcans constituent presque partout le fond du décor : il y a plus d'une centaine de volcans actifs auxquels s'ajoutent 500 volcans à un stade plus ou moins avancé de désintégration. Une dizaine de volcans culminent à plus de 3.000 mètres : à Sumatra, le Kerinci (3.800 m.), le Dempo (3.173 m.); à Java, le Sundoro (3.153 m.), le Cereme (3.078 m.), le Slamet (3.422 m.), le Raung (3.332 m.); à Lombok, le Rinjani (3.725 m.), etc.

Une éruption paroxysmique est enregistrée tous les cinq ans. Les plus célèbres sont celles du Papandayan en 1722 qui a fait 3.000 morts à Java, du

Tambora en 1815 qui fait 92.000 morts à Sumbawa, et celle du Krakatoa à l'ouest de Java qui, en 1883, a noyé quelque 36.000 personnes près des côtes à la suite d'une épouvantable « tsunami » (raz de marée provoqué par une éruption ou un tremblement de terre sous-marin), du Kelud en 1919 qui a déversé 40 millions de m³ d'eau sur les habitants de Java-Est, du Merapi en 1934, en 1975 et en 1992, du Gunung Agung qui a fait des dizaines de morts à Bali en 1963, du Galunggung en 1982. Le volcan n'est donc pas un simple décor : en contrepartie de sa présence toujours menaçante, et grâce à son couvert forestier, il retient et régularise l'écoulement de l'eau qui servira à irriguer tout un réseau de rizières en contrebas; par ses éruptions et émissions de cendres et de gaz, il renouvelle la fertilité du sol. Presque partout où il y a des volcans actifs, les sols sont particulièrement riches et, par voie de conséquence, on y rencontre les plus fortes densités de population : Sumatra, Java, Bali etc.

Ailleurs, une belle forêt vierge repose souvent sur des sols minces très pauvres, et menacés par une exploitation du bois parfois trop rapide et effectuée sans discernement. Près d'un million d'hectares de forêts disparaissent chaque année en Indonésie. Le long des littoraux et parfois sur une grande profondeur, notamment sur la côte méridionale de Kalimantan, en Nouvelle-Guinée occidentale, on rencontre des mangroves prolongées par des tourbes qui, lors des saisons sèches, s'enflamment et provoquent d'incontrôlables incendies des forêts qui durent parfois plusieurs mois jusqu'à la saison des pluies.

En 1982, les incendies ont ravagé des étendues de forêts égales à la superficie des Pays-Bas, soit 3.500.000 hectares obscurcissant le ciel jusqu'à Singapour, à 1.400 km de distance. En 1991, en 1994, les incendies ont repris à une échelle tout aussi dramatique. A l'intérieur des terres, des forêts dégradées, des sols ravagés par des traînées de brûlis (ladang) et laissés sans protection sont peu à peu colonisés de façon irréversible par de hautes herbes (alang-alang).

Il y a donc une nette opposition entre les îles volcaniques aux sols riches, et habitées (Sumatra, Java, Bali, Célèbes) et des îles sinon vierges, encore largement couvertes de forêts (Kalimantan, Nouvelle-Guinée). En outre, l'Indonésie appartient à l'une des régions sismiques les plus actives du monde. Les tremblements de terre y sont fréquents mais, fort heureusement, les épicentres sont souvent sous-marins.

La République d'Indonésie est sur le point de fêter son cinquante cinquième anniversaire. Le 17 août 1945, lorsque les nationalistes proclament l'indépendance avant le retour des Alliés et des Néerlandais, la survie de la vaste insulinde comme ensemble politique uni ne va pas de soi. Un demi-siècle plus tard, le plus grand archipel du monde non seulement existe toujours, mais fort de ses 210 millions d'habitants et de ses performances économiques, il occupe une place croissante dans les affaires mondiales. Comment expliquer la réussite de cette construction complexe, malgré ses vicissitudes internes et l'instabilité de son environnement international ?

Pour prendre un raccourci, les Indonésiens invoquent leur devise nationale « *Bhinneka Tunggal Ika* », comme raison de la résistance de leur république. L'apparente simplicité de cette proposition ne doit pas faire méconnaître sa portée. Il convient, au contraire, d'en vérifier sans cesse la justesse pour comprendre comment fonctionne le système indonésien.

La diversité marque à l'évidence la géographie du grand archipel. Son territoire émergé (deux millions de km²) est émietté en milliers d'îles de toutes tailles, des plus grandes comme Kalimantan et Sumatra aux plus petits récifs coralliens : les progrès de la cartographie ont récemment permis d'affiner le recensement et passer ainsi leur nombre de 13.000 à 17.500. L'immense domaine maritime a été porté à plus de six millions de km², également répartis en eaux territoriales et en zone économique exclusive, depuis l'entrée en vigueur de la Convention du droit de la mer en Novembre 1994.

Dans ce vaste ensemble insulaire et multi-ethnique, une île domine qui n'est pas la plus grande mais depuis toujours la plus peuplée, en raison de la richesse de ses sols volcaniques : Java. En 1995, cette île dont la superficie ne dépasse pas le quart de la France, abrite 120 millions d'habitants. Elle est le centre du pouvoir politico-administratif et recueille l'essentiel de l'activité économique. Elle draine les ressources humaines et naturelles des îles extérieures, souvent bien dotées en matières premières, mais sous-peuplées.

L'histoire est venue accentuer le clivage climatique et morphologique qui sépare l'Indonésie en deux grandes parties, de part et d'autre de l'île Lombok : les civilisations à écriture ont renforcé et structuré l'Indonésie occidentale, au détriment de l'Indonésie orientale, laissée pour-compte, aujourd'hui encore. L'indianisation de l'archipel s'est faite par l'ouest au profit du Sumatra et surtout de Java, et a suscité l'avènement des empires hindouïsés et bouddhistes de Sriwijaya et Majapahit. D'Occident également est arrivé l'Islam (XIII^e siècle), suivi de peu par les Européens. Les Néerlandais, qui ont contrôlé l'archipel pendant trois siècles, ont partiellement christianisé sa partie orientale. Plus ancien a été l'apport de la Chine, qui au cours des âges a exercé son influence sur l'archipel par ses commerçants et autres migrants, aujourd'hui devenus une active minorité sociale.

La géographie éclatée et l'histoire stratifiée de l'archipel offrent un riche patrimoine dans lequel ont largement puisé les fondateurs de l'État indonésien en 1945, et qui continue de nourrir la diversité de l'Indonésie actuelle. Dans les dernières années du XX^e, cet héritage est assumé avec détermination, mais la République quinquagénaire doit faire face à des défis, qui, pour ne pas être nouveaux, sont renouvelés par sa propre dynamique et le dégel consécutif à la fin de la guerre froide.

La population indonésienne, estimée à 210 millions d'habitants en 1998, est la quatrième du monde après celle de la Chine (1,2 milliard), de l'Inde (914 millions) et des États-Unis d'Amérique (262 millions).

La langue nationale est l'Indonésien, proche du malais, mais il y a plus de 300 dialectes couramment parlés dans l'archipel. Les Indonésiens sont en majorité musulmans (88 % de la population). L'Indonésie est numériquement le plus grand pays musulman du monde. Il y a 9% de chrétiens, principalement protestants, mais aussi des hindouïstes à Bali (2 %), et des bouddhistes (0,9 %) surtout au sein de la population d'origine chinoise.

En raison de cette extrême diversité, la société Indonésienne est caractérisée par une très grande tolérance au plan religieux, la liberté de culte étant garantie par l'État pour autant que toute forme de prosélytisme soit absente.

L'Islam n'est donc pas une religion d'État. On comprend néanmoins que cette diversité engendre un risque permanent de séparatisme, et ce danger n'est pas sans influence sur la volonté centralisatrice du pouvoir politique à Jakarta.

II. Le concept de l'archipel

La mer baigne les îles et structure l'espace, elle définit l'horizon indonésien et imprime sa marque sur les cultures locales. Mais le paradoxe de cet archipel, c'est que parfois la mer paraît éloignée. Des structures sociales et culturelles « terrestres », semblables à celle de l'Asie du Sud-est continentale, ont pu se développer dans l'intérieur des terres. Cette association nuancée entre la mer et la terre fait l'originalité de l'Indonésie.

Le morcellement du territoire est infini : on décompte aujourd'hui 17.500 îles, petites et grandes. Traditionnellement, on estimait leur nombre à 13.000 dont 3.000 habitées. La technologie des images obtenues par satellite a permis de procéder à un dénombrement plus précis qui a abouti à une inflation des îles. Pour autant, la superficie du territoire émergé n'a pas augmenté et reste égale à 2 millions de km².

La discontinuité territoriale est une donnée permanente de l'univers indonésien. L'espace est fait de terres émergées, interrompues ou reliées par la mer. À côté des petits archipels dont l'assemblage contribue à former l'Indonésie, de grandes îles constituent des ensembles compacts aux dimensions quasi continentales, même si elles sont sous-peuplées. Les masses terrestres les plus importantes sont Kalimantan, la partie Indonésienne de Bornéo (539.000 km², mais seulement deux millions d'habitants), situé à l'Extrême-Orient du pays. Sumatra (473.000 km² et 41 millions d'habitants), l'île la plus occidentale de l'archipel et l'une des plus richement dotées en ressources naturelles, fait face à la péninsule malaise. Citons encore Célèbes dont la forme de pieuvre avait surpris les premiers navigateurs européens qui avaient cru avoir affaire à un ensemble d'îles séparées. Au coeur de ce système insulaire, une île de dimension moyenne (132.000 km² et 6% du territoire national) a toujours occupé une position privilégiée : Java, qui abrite aujourd'hui plus la moitié de la population Indonésienne estimée à 210 millions d'habitants.

Les eaux de l'archipel ont moins dissocié qu'unifié le monde Indonésien : on a presque toujours plus facilement relié les différents littoraux que les intérieurs parfois inaccessibles. Ces mers chaudes sont écumées et traversées par des embarcations en tout genre, des plus fragiles esquifs à voile aux pétroliers les plus modernes. Là aussi, les volumes présentent une grande variété : certaines étendues maritimes sont peu profondes, comme la mer de Java, cette Méditerranée qui joint l'île du même nom à Kalimantan, et qui fut à l'ère glaciaire un lieu de passage à sec. D'autres contiennent de véritables abysses, tel l'océan Indien, au Sud de Java, avec des fosses de plus de 6.000 m. Ce mariage de la « terre » et de la « mère » est inscrit dans la mémoire collective des Indonésiens qui se plaisent à désigner par ces vocables leur « patrie » (tanah air). Depuis plusieurs millénaires, ce monde de terre et d'eau constitue une aire culturelle qui n'a certes pas toujours été politiquement unifiée, mais qui a toujours fonctionné comme un ensemble dont les parties sont apparentées. Le

plus petit commun dénominateur des peuples qui l'habitent était, et reste, cet écosystème accueillant et rude tout à la fois.

Rassemblant presque 17.500 îles et regroupent des certaines de groupes ethniques, la République unitaire d'Indonésie représente le « pilier » du Sud-est asiatique, et en même temps favorise la stabilité de la région. Située aux confins de deux mondes, asiatique et musulman, l'Indonésie forme depuis des âges une barrière équatoriale qui filtre les eaux des océans Indien et Pacifique. Son ancien nom sanscrit « Nusantara » signifie littéralement « l'espace entre les îles », et souligne sa spécificité « archipélagique ». Ses dimensions et sa diversité en font un ensemble complexe, un « pays-monde », à l'instar du sous-continent Indien ou de la Chine. Une civilisation multiséculaire à dominante malaise et austronésienne a occupé cette aire culturelle dans le cadre de formes politiques hégémoniques ou au contraire éclatées. De grands empires autochtones, puis le colonialisme européen, enfin la République d'Indonésie, ont successivement réuni cet espace, et parachevé son intégration politique.

Cette attitude est à rattacher au concept « Wawasan Nusantara », qui signifie le principe de l'Archipel, promulguée par l'Institut de défense nationale, selon lequel le pays ne se limite plus aux seules terres émergées, mais couvre en réalité toute l'espace formée par « les terres et les eaux » (Tanah air kita).

Ce concept, plus loin, représente la tendance de la considération pour définir la vision maritime Indonésienne, que la mer autour de l'archipel est la partie intégrante du territoire national. Elle ne sépare pas les îles ou les terres. En revanche, elle les rallie et les unifie.

Toutefois, il ne suffit pas de revendiquer les vastes territoires maritimes, il faut aussi être capable de maîtriser et de surmonter les problèmes qu'il a générés. L'objectif du concept est indirectement d'acquérir la maîtrise de la mer de d'empêcher les partis illicites en bénéficier. En tout cas, les étendues maritimes des eaux archipélagiques Indonésiennes recouvrent 70% de la superficie du pays et ne sont jamais « occupées ». Leur importance géostratégique en découle logiquement.

La notion archipel peut être entendue de deux manières : une étendue maritime délimitée par un ensemble d'îles ou ces îles elles-mêmes. C'est ce deuxième concept qui est devenu usuel. Ces îles composant un archipel forment une entité géographique, éventuellement divisée en plusieurs sous ensembles, relevant de divers ordres de grandeur. Selon les données géologiques, la configuration des archipels est fort diverse : certains sont compacts, d'autres très dispersés, avec des formes linéaires, circulaires, triangulaires.

Un état archipel est constitué par un ou plusieurs archipels et éventuellement d'autres îles, ensemble de ces territoires insulaires ont des

rappports si étroits qu'ils forment intrinsèquement un tout géographique, économique et politique ou qui est historiquement considéré comme tel.

Au sens strict du terme, un détroit est un bras de mer séparant deux surfaces terrestres. Il est à la fois une voie de passage maritime pour accéder à la méditerranée archipélagique, et par conséquent son contrôle est indispensable. Ainsi dès l'antiquité, les détroits jouent un rôle stratégique et commercial de première importance.

L'archipel comprend des îles. La définition de l'île, étendue de terre ferme entourée d'eau de toute part, s'applique à des ensembles spatiaux, dont les limites sont évidentes mais dont les dimensions sont extrêmement variées. Ce sont les phénomènes d'insularité (l'idée d'isolement, les contacts plus ou moins directs avec la mer, l'importance des relations maritimes) qui définissent les situations véritablement insulaires.

Du point de vue géopolitique, les îles posent des problèmes spécifiques de plus en plus importants. C'est d'abord la tendance au particularisme de leur population. Chaque population insulaire est aisément persuadée du caractère unique de l'île où elle vit et des différences avec telle île voisine, même si leur langue et culture sont identiques.

L'insularité qui s'est souvent concrétisée par la pérennité des traits biogéographiques spécifiques, a permis par exemple à la Grande Bretagne, de la conquête normande à nos jours d'être protégée de toute invasion. Pourtant, le fait nucléaire a supprimé le rôle de protection de l'insularité.

Chaque île dispose de son propre littoral ou au sens strict, se fait le contact immédiat entre la terre et la mer. Si, au plan de la géographie physique cette notion englobe strictement l'ensemble des espaces directement influencées par la présence de la mer, sa délimitation est beaucoup plus délicate dans le domaine économique.

III. Le concept « Grande Indonésie »

La République d'Indonésie est une construction territoriale qui trouve sa cohérence dans une idéologie formalisée dite « Panca Sila » (cinq piliers des principes moraux : la croyance en un Dieu unique, l'humanité juste et civilisée, l'unité de l'Indonésie, la démocratie conduite avec sagesse dans la concertation et la représentation, justice sociale pour tout le peuple indonésien), et une pratique de pouvoir unitaire. Au niveau régional, elle se représente comme un protagoniste certes puissant. Sa configuration physique, d'État archipel, avec une immensité et une diversité d'ethnie, de race et aussi de religion, s'avère la fragilité potentielle. Dès lors l'unité du pays mise à mal, elle menace de s'écrouler.

L'État archipel, avec tant de sensibilités, est un organisme politique complexe. La notion de l'unité Indonésienne recouvre les réalités territoriales et juridiques univoques. L'aspect composite de la configuration archipélagique exige que l'État puisse maîtriser son territoire. Pour ce faire, l'Indonésie doit briser les forces centrifuges par un jeu complexe de sujétion du centre à la périphérie.

Disparate, la République d'Indonésie aspire naturellement à l'unité, et représente par la devise nationale : « l'Unité dans la diversité ». En effet, sa diversité (particularismes régionaux, ethniques, religieux et linguistiques) doit être réduite par un élément fédérateur. Il y a toujours au-dessus de cette variété quelque principe éminent : principe de décentralisation et de déconcentration, principe culturel linguistique (langue nationale unique : « Bahasa Indonesia »), et principe socio-économique mixte. Dès lors, l'administration de la République adopte des formes différentes. Elle concevait une certaine souplesse politique et administrative (régions particulières : par exemple le Sultanat de Yogyakarta, la région autonome de Batam etc.). L'unité appelle la durée. La légitimité unitaire de la République passe par la difficulté au long de son histoire. L'idéologie unique « Panca Sila » constitue une lecture morale et globale, à l'exclusion de toute autre, que l'État veut bien la concrétiser. L'État est donc dépositaire de l'ordre du monde.

L'unité et la stabilité aboutissent à la prospérité, le bien-être de la population et le développement de la vie, après avoir subi le désarroi plutôt moral spirituel pendant l'époque de la colonisation.

La formulation des menaces, bien présentes, manifeste la conscience de la nation sur le problème de la sûreté. En principe, l'existence de l'ASEAN et la participation active de l'Indonésie a pour but de créer et de nouer la solidarité économique, la solidarité de défense et la solidarité politique. Pourtant, il y a des points de vue divergent entre l'Indonésie et les autres membres de l'ASEAN, le principe et l'esprit de coopération très étroits sont dure à tenir.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'affrontement parfois à peine larvé, parmi les pays, surtout les pays jeunes avait eu pour le résultat de développer, dans le monde, des zones de tensions armées dans lesquelles, se mariaient contradictions locales et intérêt international dépassant très souvent et de beaucoup les enjeux régionaux ou bilatéraux. La plupart du temps les aspects idéologiques ne faisaient que masquer des intérêts matériels et économiques beaucoup plus triviaux.

Le monde se divise en ensembles, à la fois solidaires et qui affrontent. Les grandes puissances qui communiquent d'abord entre elles ont besoin de ressources de certains de leurs marchés. Le polycentrisme, plus apparent que réel, et la diversification des modes d'influence demeurent sans doute la meilleure chance de survie pour l'ensemble des systèmes, même s'ils multiplient les tensions locales.

Aujourd'hui le monde fonctionne comme un système. Aucun État n'est vraiment isolé. Les échanges sont actifs. Mais ce mouvement irrésistible d'intercommunications se heurte à des nombreuses barrières de fait et elles ne sont pas toujours là où on les attend.

L'État archipel, d'Indonésie devient un théâtre d'interaction et de d'intercommunication internationale. Les intérêts internationaux se présentent comme des réalités inévitables. Cette présence est considérée en tant qu'intérêt national et devient une partie intégrale de la vie économique vitale du pays.

Pour l'Indonésie, le déroulement économique pourrait être réalisé dans une condition politique stable. La configuration d'un État archipel insiste sur la stabilité, assurée par un système étatique puissant. L'Indonésie ne choisit pas le système étatique stabilisé, ou en voie de stabilisation avec beaucoup d'adaptation expérimentale selon le système politique occidentale, mais elle se stabilise selon le système politique originel, plutôt indigène. La position de l'Etat-archipel comme l'Indonésie qui est considérée comme le nouveau pays préoccupe beaucoup les grandes puissances.

La tendance ambiguë de deux cotés parfois provoque une sorte de tension, et le gouvernement de l'Indonésie, fier de son indépendance, joue une diplomatie réaliste et pragmatique. Pour les Indonésiens, jusqu'à aujourd'hui, il subsiste toujours un sentiment anticolonialiste et anti-impérialiste. Ils refusent certes les impositions faites par les grandes puissances, surtout concernant les missions dites « messianiques » en tant que valeurs universelles occidentales : la démocratie à l'occidentale, les libres échanges inégaux, les traités inégaux, l'hégémonie d'une super puissance, le rayonnement culturel etc.

Pour certaines grandes puissances, il existe une sorte de code de la détente, concernant l'égalité des États, l'inviolabilité des frontières et le

règlement pacifique de différends, qui ne veut pas être appliquée aux autres pays, surtout les nouveaux pays. Les grandes puissances créent la hiérarchie des pays selon la priorité vis-à-vis leurs intérêts nationaux.

L'ingérence, sous prétexte d'aide humanitaire ou de coopération humanitaire, est relativement liée au néocolonialisme, parce qu'en tout cas, la déclaration universelle des droits de l'homme élaborée par l'ONU, n'a pas la valeur juridique pour violer les frontières ouvertes des pays considérés plus faibles comme l'État archipel d'Indonésie avant la convention de Montego Bay.

Les revendications politiques des pays nouveaux pour parvenir à un juste équilibre entre le nationalisme côtier et l'internationalisation de l'espace maritime sont considérées comme un reflet contradictoire par les grandes puissances. Elle ne veulent pas que les États nouveau jouissent des droits reconnus pour gérer leurs richesses maritimes ainsi que pour contrôler les voies maritimes importantes.

Les grandes puissances ont toujours les démarches politiques, diplomatiques et militaires très ambiguës envers l'Indonésie. D'un coté, elles veulent bien lui imposer les valeurs occidentales, considérées sublimes et bien universelles. Cette démarche est un risque d'instabilité et menace la sécurité et la sûreté des intérêts. Des grandes puissances s'implantent dans les régions. D'autre part, elles favorisent la réalisation de la stabilité solide et la présence de l'État puissant. Elles veulent bien que le contrôle maritime des eaux archipélagiques leur permette de conduire la liberté d'action sous prétexte la défense et la protection de leurs intérêts.

La prospérité nouvelle et l'ouverture économique ont alors incité à remettre au premier plan le lien entre la terre et l'eau qui caractérise l'identité Indonésienne. C'est ainsi qu'a été introduite la notion de « continent maritime » pour définir l'archipel. Dans ce cadre, il fallait rendre au milieu marin toute sa place en développant les flottes interinsulaires et transocéaniques. Les chantiers navals ont été réactivés sous l'impulsion de la société publique PAL de Surabaya, dans le but de produire localement des navires d'un tonnage croissant. Il fallait répondre aux immenses besoins de transport dans les eaux de l'archipel et au-delà, vers les marchés lointains, situés outre-mer.

Cette redécouverte de la dimension maritime du pays allait de pair avec la reconnaissance internationale du « concept archipélagique » défendu par l'Indonésie de longue date. Selon ce principe énoncé en 1957, les eaux et les territoires forment un tout indissoluble, relevant de la souveraineté nationale. En 1994, l'entrée en vigueur de la Convention du droit de la mer, signée en 1982, entérine l'extension maritime du territoire indonésien. En vertu du principe de l'État archipélagique, sont considérées comme territoriales toutes les eaux intérieures, c'est-à-dire celles inscrites dans un périmètre tracé autour des points les plus extérieurs des îles les plus extérieures. C'est ainsi que sont passés sous

juridictions Indonésiennes trois millions de km² de mers intérieures, auxquelles s'ajoutent trois millions de km² de zone économique exclusive (ZEE).

Cette vaste étude qu'il faut occuper et délimiter pour en exploiter les ressources suscite des besoins de surveillance militaire accrus. L'Indonésie entend assumer le rôle de puissance maritime et régionale, stratégiquement située au carrefour de deux océans et de deux continents.

Plusieurs voies d'échanges internationales traversent les eaux de l'archipel, par les détroits qu'il contrôle, en totalité ou avec ses voisins, la Malaisie, Singapour et les Philippines. 40% du trafic maritime mondial transite par les détroits de Malacca, de la Sonde, de Lombok et d'Ombai et Savu. Une des routes maritimes les plus animée passe par le détroit de Malacca, entre l'île de Sumatra et la péninsule Malaise, à destination de Singapour et de Jakarta. Le trafic pétrolier entre le Moyen-Orient et l'Asie du nord-est (à destination du Japon, de la Corée du Sud et de Taiwan), franchit l'Indonésie par ce même détroit, tandis que les navires les plus volumineux (super tankers de plus de 50.000 tonnes) utilisent les détroits moins encombrés et plus profonds de la Sonde (entre Sumatra et Java) et de Lombok. Les sous-marins nucléaires américains qui viennent de l'océan Pacifique et vont patrouiller dans la mer de Chine du Sud passent par la mer de Timor, située entre cette île et le continent australien. Ils franchissent ensuite la mer des Moluques ou le détroit de Makasar qui est abordé par Célèbes et Kalimantan.

Sachant que la Chine entretient des différends territoriaux avec la plupart des pays riverains de la mer de Chine du Sud, l'archipel Indonésien représente un enjeu stratégique de première grandeur alors même que les États-Unis ne disposent plus de bases militaires en Asie du sud-est, depuis qu'ils ont quitté Subic Bay et Clarkfield aux Philippines (1991). La question de la sécurité de l'Asie du sud-est est régulièrement posée, dans la mesure où la première puissance régionale, l'Indonésie, ne dispose pas des moyens nécessaires pour assurer l'ordre et la paix; elle ne fait pas parti d'aucune alliance, du fait de sa politique étrangère non alignée, tandis qu'aucun système de sécurité collective ne prend en charge la tranquillité de la région.

Le pays de la mer est donc confronté à une série de défis, qui vont du maintien de son intégrité territoriale à la gestion d'un vaste domaine maritime, complexe dans son tracé, et dont la taille même peut inquiéter ses voisins. En outre, cet archipel associe à son émiettement compliqué une richesse ethnique des plus diversifiées.

La position et la configuration de l'Indonésie, enfin, atterrée par la conjonction de facteurs de position géographique, la richesse naturelle, les façades maritimes ouvertes, et les facteurs dynamiques enveloppant l'idéologie, politique, économie, socioculturel et la défense, se déduit les traits de caractéristique suivant :

- Il y a une sorte de la volonté politique, aspirée par la fierté nationale et l'indépendance, fondée sur l'exaltation de la lutte incessante contre les puissances du colonialisme et de l'impérialisme, malgré sa position.
- Il y a une résistance relative, à l'impérialisme, qui au moins refuse l'imitation des pays plus avancés et des valeurs occidentales prises comme universelle.
- Il y a une tendance politique pragmatique vers l'ambiguïté politique des grandes puissances fondée sur les besoins du développement économique, socioculturel et la défense.
- Il y a une tendance politique régionale très forte, pour que les États du sud-est asiatique puissent réaliser, leur sécurité et leur stabilité.
- Il y a un effort considérable pour promouvoir l'esprit maritime pour bâtir une puissance maritime. En réalité, la capacité de la marine ne peut pas encore maîtriser les problèmes maritimes sur son domaine de responsabilité.

IV. Le poids de l'histoire

4.1 L'Indonésie dans l'histoire

Il y a eu, depuis XIX^e siècle, de multiples façons de concevoir et de périodiser l'histoire de l'archipel insulindien. Pendant longtemps, les Hollandais qui ont été les premiers à étudier de façon un peu systématique l'histoire de « leurs » Indes et plus particulièrement le passé indo-javanais, se sont accordés pour mettre en exergue deux temps forts, succédant aux temps obscurs de la préhistoire.

La premier était celui de l'indianisation, sorte de première « colonisation » (on s'est rendu compte depuis que le terme était très impropre), apportant avec elle, à partir du V^e siècle de notre ère, le meilleur de la culture indienne c'est-à-dire l'usage du sanskrit, l'écriture syllabique, ainsi que les grandes religions que sont le bouddhisme et l'hindouisme. Ainsi naissaient à Java, à Bali, comme en quelques autres points de la partie occidentale de l'archipel, divers États dits « indianisés » qui étaient à l'origine des premières grandes réalisations artistiques, tels le temple bouddhique de Borobudur ou celui, hindouiste, de Prambanan, à Java central. Puis, après une période relativement obscure où l'influence de l'Inde avait tendance à s'estomper, venait une seconde période d'apogée, marquée par l'arrivée des Européens et surtout par celle des Hollandais eux-mêmes (débarqués pour la première fois à Java en 1596). Cette seconde grande période d'expansion (« aryenne ») comme la première, notons-le discrètement au passage, voyait l'introduction de tous les bienfaits de l'Occident, en particulier ceux de techniques d'encadrement efficace, et aboutissait pour finir à la constitution des « Indes Néerlandais »

Inutile de dire que cette vision des choses, qui historiquement garde, bien sûr, tout son intérêt, a été totalement abandonnée dès que les Indonésiens ont affirmé leur indépendance au lendemain même de la Seconde Guerre mondiale.

La deuxième périodisation est, elle aussi, fort intéressante dans la mesure où elle traduit les vues des nationalistes Indonésiens. On la trouve exprimée dans les premiers manuels d'histoire rédigés dès avant la guerre du Pacifique par des auteurs comme Sanusi Pane et largement diffusés après 1945, afin de renverser la perspective coloniale et de rendre confiance dans le passé national. Ces manuels distinguent en général trois moments : avant, pendant et après la présence hollandaise. Ils se plaisent à évoquer tout d'abord la grandeur des royaumes indo-javanais et tout spécialement celle de Majapahit, ville de Java-Est qui semble bien avoir exercé, au XIV^e et XV^e siècle, un certain contrôle sur l'ensemble de l'archipel. Puis viennent les jours sombres de l'oppression coloniale, qui ne peuvent avoir été que négatifs puisque toutes les activités se trouvaient alors téléguidées par la métropole; et de raconter ici comment les Hollandais arrachaient les girofliers dans les Moluques, afin de maintenir le prix sur le marché mondial, ce qui est de reste parfaitement vrai et avait été pratiqué

avant eux par le Sultan d'Aceh, pour les plantations de poivre ...; ou encore de dire l'horreur des corvées imposées lors de la construction de la grande route postale, tracée par le Gouverneur Daendels en 1808-1811 (et qui fut de toute évidence à l'origine de l'essor économique de l'île ...).

Cette historiographie simplifiée s'est en gros maintenue jusqu'à la fin de la période Soekarno (1965). Elle a, après cette date, laissé place à une vision beaucoup plus nuancée, tenant compte à la fois des études conduites localement, et notamment de très sérieuses études régionales, ainsi que des recherches menées à l'étranger en des lieux très divers, aux États-Unis comme en Australie, au Japon comme en Europe.

Deux grandes nouveautés sont à signaler. La première est une certaine réhabilitation de la période coloniale; entre l'époque indo-javanise et l'essor contemporain, on insiste désormais plus volontiers sur le rôle des apports occidentaux : cartographie, chemin de fer, télégraphie, téléphone, relations aériennes..., qui seuls ont, en fait, permis l'homogénéisation véritable de l'espace Indonésien d'aujourd'hui. On étudie de même plus volontiers des élites qui ont su s'occidentaliser plus vite que les autres (celles-là même que l'on accusait naguère de collaboration ...).

La seconde, plus significative encore, est la découverte de la période musulmane qui avait été jusqu'alors occultée ou tout au moins très insuffisamment étudiée. On commence à se rendre compte qu'entre le relatif déclin des royaumes indo-javanais et l'arrivée des Hollandais, il y a eu, en fait, un moment crucial, marqué par l'arrivée de l'Islam et par l'apparition de villes-marchandes, de « Sultanat », différents de sultanat Mongol ou Ottoman, et assez proches, en réalité, des cités que nous avons pu connaître en Occident, à la fin de notre Moyen Âge, à Venise, à Gênes ou dans les Flandres.

On peut ici en citer plusieurs : Aceh au Nord de Sumatra, Banten à l'Ouest de Java, et, en peu plus tard, Banjarmasin, à Kalimantan, ou encore à Makassar, à Célèbes. En favorisant d'une façon générale l'expansion d'une même idéologie, l'Islam, et celle d'une même langue, le malais, ce réseau de villes-marchandes, fondé sur le développement d'une économie monétaire, a grandement facilité l'unification de l'espace archipélagique qui deviendra au XX^e siècle celui de l'Indonésie. Le chevalier Pigafetta, officier de la flotte de Magellan qui arrive dans les Moluques en 1521 (en venant du Pacifique) note un premier vocabulaire qui se révèle être malais : preuve que l'unité linguistique de l'archipel était en marche dès cette époque.

Coexistent ainsi en Insulinde deux modèles politiques sensiblement différents : celui de l'État agraire de type indo-javanis (ou angkorien ...), dans lequel la société est fortement hiérarchisée et l'ordre aux moins d'une classe mandarinale, chargée d'organiser et de redistribuer la production rizicole, et celui de la cité-marchande, beaucoup plus cosmopolite, ouvert aux vents du

large, et tourné vers le trafic des épices et des produits de la forêt. Si, dans un cas, le souverain est l'axe du monde et le garant de l'harmonie entre la société humaine qu'il dirige et l'ordre naturel qu'il invoque, dans l'autre il s'agit en quelque sorte d'un premier magistrat choisi par ses pairs, souvent du principal marchand qui s'implique dans tous les commerces importants.

Très vite, les Indiens mais aussi les Arabes et les Chinois, vont venir dans l'archipel quérir les produits de la forêt, une forêt qui couvre alors l'essentiel des terres émergées et que seules trouent, ça et là, des modestes clairières ou les premiers États agraires sont en train de se constituer. Ces étrangers viennent y chercher les résines nécessaires au calfatage des bateaux, certains parfums comme le benjoin, certains bois précieux comme le santal, l'ivoire, la nacre et surtout toute une pharmacopée éminemment recherchée à l'ouest comme au nord : le camphre (à Barus et à Bornéo), les cornes de rhinocéros, etc.

Ces produits de la forêt, contre lesquels les Chinois échangent des céramiques, du cuivre et du fer, et les Indiens des cotonnades, vont permettre d'amorcer une transition avec l'époque suivante qui est celle des épices. Cette nouvelle ère qui s'annonce à partir du XIV^e - XV^e siècle, se caractérise par deux grandes innovations.

La première est l'apparition de la plantation, une institution que les Européens illustreront à leur façon un peu plus tard, mais qui n'est pas leur invention. Lorsque les premiers Portugais, Français et Hollandais arriveront dans la région à partir du XVI^e siècle, tous décriront les importantes plantations de poivre, à Java-ouest ou sur la côte ouest de Sumatra, et décriront cette culture d'une type nouveau (inspirée de l'Inde du Sud ?), qui remplace avantageusement la cueillette et vise à produire de façon massive un produit exportable vers la Chine, comme vers le Moyen-Orient et l'Europe. La première expédition française commandée par les frères Parmentier, de Dieppe, arrive à hauteur de Tiku (près de Padang, à Sumatra-ouest) en 1529 et cherche à se charger en poivre ...

La seconde innovation, à peu près contemporaine, de la première, est l'ouverture de la route de l'est. Jusqu'alors, les échanges d'Inde en Chine s'effectuaient surtout par cabotage, depuis le détroit de Malacca, le long de la côte de l'actuel Vietnam, c'est-à-dire le long de la rive occidentale de la Mer de Chine du Sud, ou pour mieux dire, de la « Méditerranée sud-est asiatique ». Mais à partir du XIV^e siècle, de nombreux échanges entre la Chine et l'Asie du sud-est vont désormais s'effectuer par le relais des îles qui deviendront « les Philippines ». A Luçon, comme à Mindoro et Mindanao, les archéologues ont repéré toute une série de sites jalonnés par des céramiques chinoises qui conduisent, en fait, des ports de la Chine du Sud jusqu'aux Moluques, archipel privilégié, où la muscade et le clou de girofle vont bientôt attirer les marchands du monde entier.

C'est le moment où les noms de nouveaux havres apparaissent sur les cartes : Manille, qui sera un temps musulmane avant que les Espagnoles ne n'y établissent, Brunei qui est toujours le siège d'un important Sultanat (et qui donnera son nom à l'île de « Bornéo »), Ternate, Amboine. L'enjeu est tel que toutes les grandes puissances de l'Europe vont s'y affronter du XVI^e au XVII^e siècle : Espagnoles contre Portugais, Anglais contre Hollandais. Les Hollandais seront pour finir les vainqueurs, qui parviendront à contrôler, et le commerce du poivre (à partir de Batavia où ils se fortifient en 1619), et celui de la muscade et du girofle (à partir d'Amboine où ils s'installent vers la même époque). Vers 1665 enfin, ils triomphent de Makassar (situé à mi-chemin) et sont à même de contrôler l'ensemble du commerce régional.

Au XVII^e siècle cependant, les épices perdent peu à peu de leur attrait et une nouvelle phase commence qui va être celle des cultures tropicales. Elle s'amorce vers 1760 avec l'apparition des premières plantations de café à Java, et se précise au lendemain de guerres napoléoniennes, dès les Hollandais, chassés un temps par les Anglais (de 1811 à 1815), ont obtenu, au Traité de Vienne, de récupérer leurs possessions insulindiennes. Il ne s'agit plus alors simplement de commerce, mais de « mise en valeur » et les autorités coloniales mettent en place à Java d'abord, puis en d'autres points des Indes néerlandaises, dans le nord-est de Sumatra notamment (dans l'arrière-pays de Medan qui sera connu sous le nom de Oosteust, « Côte Est »), tout un système de plantations visant à produire d'abord du café et de l'indigo, puis du sucre de canne, de la quinine et du tabac et plus tard (à partir du début du XX^e siècle), du caoutchouc et de l'huile de palme.

Cette politique à grande échelle, poursuivie avec des intensités variables jusqu'en 1942, marque en profondeur l'économie comme la société. Elle stimule l'émergence d'une élite locale, en partie d'origine chinoise, de plus en plus intéressée aux affaires, en même temps qu'elle crée important prolétariat agraire et stimule une forte immigration de travailleurs, venus de Canton comme du Fujian. Beaucoup de problèmes qui se poseront à l'Indonésie indépendante ont bien évidemment leur racines dans cette longue période, essentiellement marquée par la primauté des cultures dirigées.

Enfin, après l'or, les épices et les produits de plantation, l'Indonésie va être à nouveau chanceuse. Le pétrole, connu localement depuis longtemps et utilisé ponctuellement pour le radoub des vaisseaux ou l'éclairage, va prendre dans le monde l'importance primordiale que l'on sait.. Il est capté pour la première fois à Java en 1871, puis un peu plus tard dans le nord Sumatra en 1884. La production devient industrielle au début du XX^e siècle, et ne cesse plus désormais de prévaloir. C'est essentiellement en raison du pétrole, nécessaire à leur armée et à leur flotte, que les Japonais envahissent l'archipel en 1942; en raison surtout du pétrole que les Hollandais chercheront à le reconquérir en 1945; grâce au pétrole enfin, que l'économie du pays finira par « décoller » à partir des années 1970.

L'énumération de tous ces produits essentiels qui, l'un après l'autre, ont profondément marqué l'histoire de l'Indonésie, montre assez qu'il ne s'agit pas là d'îles lointaines et quelque peu mystérieuses, mais bien d'une région-clef, presque toujours située au coeur même des enjeux planétaires.

4.2 Bref rappel historique

4.2.1 L'indépendance (1945 - 1949)

Le 17 août 1945, les troupes Japonaises encore présentes sur le sol Indonésien assistent, dans une relative indifférence, à une proclamation de l'indépendance de l'Indonésie par des chefs Indonésiens encore un peu hésitants.

L'ancienne métropole ne reconnaît d'ailleurs pas cette déclaration unilatérale et dépêche un corps expéditionnaire qui comptera jusqu'à 100.000 hommes.

S'ensuit une lutte de quatre ans et demi, ponctuée de divers cessez-le feu (le 20 juillet 1947, le 31 décembre 1948), la guérilla et les « opérations de police » faisant plus de 100.000 morts côté Indonésien et plusieurs milliers de morts côté Hollandais.

L'ancienne puissance coloniale tente de créer dans plusieurs provinces des États indépendants : l'état de Sumatra-Oriental, l'État de Madura, l'État de Java-Ouest, appelé Pasundan, puis un État de Sumatra-Sud, et de Java-Est, jusqu'à former, en mars 1948, une confédération des quinze États indépendants appelée les États-Unis d'Indonésie ».

Malgré tout, les forces républicaines Indonésiennes s'acquièrent la sympathie des États-Unis en n'hésitant pas à réprimer avec vigueur en septembre et octobre 1948 une rébellion communiste à Madiun qui fit 8.000 tués.

Dès lors, les États-Unis, rassurés, sont de moins en moins en faveur d'un retour de l'ancienne puissance coloniale dans la région et menacent les Pays-Bas d'une suspension du plan Marshall. La Hollande doit enfin se résigner à mettre un terme à quatre siècles de domination sur l'Indonésie. La paix est signée à la Haye et les Pays-Bas reconnaissent finalement l'indépendance de l'Indonésie le 27 décembre 1949.

Le pays est exsangue, des mouvements sécessionnistes se prolongent dans diverses provinces, surtout à l'est de Sumatra, et

dans les Moluques où de nombreux chrétiens pro-hollandais (supplétifs de l'armée des Indes) redoutaient une victoire des musulmans javanais majoritaires. La Nouvelle-Guinée occidentale reste provisoirement sous administration hollandaise. Cette consolidation de l'unité nationale mettait momentanément fin à quatre idées ou tentations politiques : la République islamique, la dictature communiste, l'État fédéral et l'administration coloniale.

Les Indonésiens allaient désormais se retrouver entre eux, à la fois pour résorber les tentations séparatistes (la République des Moluques, proclamée le 25 avril 1950, est anéantie en novembre) et, pour des confrontations nouvelles, sous l'égide d'un exceptionnel agitateur de foules, le président Soekarno. Deux périodes vont dominer cette nouvelle époque troublée.

4.2.2. La période démocratique (1950 - 1957)

Cette période reste à ce jour sur le plan politique la plus libre de toute l'histoire de l'Indonésie. Les élites politiques Indonésiennes éduquées en Hollande sont encore largement influencées par la démocratie parlementaire de l'ancienne métropole. Pourtant, ce système apparaît rapidement artificiel, coupé des réalités politiques et sociales dans un monde encore peu éduqué qui, dans une immense majorité, est plus habitué à une attitude autoritaire du gouvernement plus qu'aux jeux subtils du multipartisme et du parlementarisme. Les politiciens passent une grande partie de leur temps à animer, au sein d'une douzaine de partis différents, des débats doctrinaux sans rapport avec l'urgence des problèmes du moment. C'est l'époque de la fameuse conférence de Bandung, en avril 1955.

4.2.3 La période de la démocratie dirigée (1957 - 1965)

Le président Soekarno, avec l'appui du général Nasution, lance le concept de « démocratie dirigée », qui est présente comme un rejet de la démocratie parlementaire de style occidental et aboutit au démantèlement des partis politiques, en faveur d'un organisme consultatif unique, le Conseil National où les délibérations ne se concluent pas par un vote majoritaire, mais par des compromis négociés, en référence à une tradition Indonésienne appelée le « musyawarah - mufakat ».

Ces délibérations ont, en outre, pour effet de ne pas écraser les minorités religieuses chrétiennes assurées d'être dominées par les musulmans dans tout vote à la majorité simple. Le Conseil

National étant par définition «consultatif», les décisions sont de toute façon prises ailleurs.

Les membres des partis sont à la fois noyés dans une Assemblée où sont représentées les tendances les plus diverses, et regroupés selon un partage hétéroclite ne faisant plus référence aux idées et aux programmes politiques des partis : associations corporatives (ouvriers, paysans, intellectuels, entrepreneurs), groupes religieux (musulmans, protestants, catholiques, hindouistes), femmes, jeunesse, anciens combattants de 1945, représentants régionaux, ministres, chefs d'état-major, etc. La paralysie est quasi totale, mais une apparence de démocratie est préservée. L'idée fera son chemin ...

Restent deux forces non associées aux décisions gouvernementales du moment, l'armée et le Parti communiste (PKI). Ces deux composants de la vie politique du pays continueront à consolider sur le terrain et hors des assemblées leurs forces respectives en vue d'un règlement de compte mortel qui finira par déstabiliser le régime. Le Parti communiste Indonésien en viendra à compter en mars 1965 plus de 3 millions de membres, auxquels s'ajoutent 8,5 millions de paysans (BTI), 2 millions de jeunes (PR), 3,5 millions de syndiqués (SOBSI), soit des effectifs d'ordre de 17 millions de militants et membres affiliés.

Sans revenir en détail sur l'organisation du coup d'État du 30 septembre 1965, qui conduira dans un premier temps au massacre de plusieurs officiers supérieurs de l'Armée Indonésienne, puis pendant les trois mois suivants, à une violente élimination de quelque 500.000 membres, sympathisants ou assimilés du Parti communiste, enfin, à l'arrestation de quelques dizaines de milliers d'autres, retenons qu'il émergera de cette période troublée un pouvoir militaire dominé par le général Soeharto, rescapé miraculeux d'une double épuration.

4.2.4 L'Ordre Nouveau (1965 - 1998)

Le général Soeharto consolide lentement son pouvoir. En mai 1967, le parlement Indonésien relève de ses fonctions l'ancien président Soekarno (qui décédera en juin 1970), et le général Soeharto, nommé « Président en exercice », devient Président de plein droit en mars 1968.

La remise en ordre commence rapidement avec la cessation des hostilités avec la Malaisie et la création de l'ASEAN, puis le rétablissement de bonnes relations avec les organismes

internationaux, facilitées par la nomination d'une équipe de jeunes économistes Indonésiens formés aux États-Unis, baptisés le « Berkeley Mafia ». De fait, l'inflation est peu à peu jugulée : 100% en 1967, 86% en 1968 et 10% en 1969.

L'Ordre nouveau fait davantage référence à une réorientation politique qu'à des méthodes nouvelles de gouvernement. Le principe de la démocratie dirigée subsiste en partie avec le regroupement des anciens partis en trois grands courants politiques loyaux à l'armée et au nouveau régime : le Golkar (instrument du pouvoir et de l'armée), le PPP (musulman) et le PDI (ex-nationalistes et socialistes). Ces partis envoient 360 élus au Parlement : les élections ayant lieu à la proportionnelle, à la manière des élections au Parlement européen, l'ordre des candidatures sur les listes est évidemment très important; de plus, ces candidats doivent être préalablement validés après un examen rigoureux par le gouvernement.

Les élus vont siéger à l'Assemblée (DPR), aux côtés de 100 membres nommés, appartenant principalement à des représentants de l'armée. Ces 460 représentants sont alors incorporés à une assemblée consultative, sorte de congrès de 920 membres (MPR) qui a pouvoir pour élire tous les cinq ans le Président de la République, seule décision qui compte réellement. Comme les électeurs envoient à l'Assemblée des groupes politiques et non des députés individuellement élus, il est toujours possible de remplacer à mi-législature certains représentants indisciplinés ou irrévérencieux.

« L'Ordre Nouveau », terme désormais un peu désuet, a été davantage un retour aux principes d'administration autoritaire, inculqués par les Hollandais, qu'une modernisation de la vie politique Indonésienne. Compte tenu de l'archaïsme des structures socio-économiques du pays à l'époque et du contrat passé avec la nation visant à sortir celle-ci du sous-développement, la légitimité du régime n'a guère été remise en cause depuis un quart de siècle.

Il n'en reste pas moins que le régime est un peu victime de sa réussite, car le développement économique du pays a engendré une nouvelle classe urbaine qui s'accroît de 4,3% par an. Cette nouvelle bourgeoisie urbaine étant plus consciente de son rôle et de ses droits, désire certainement, comme dans d'autres pays d'Asie qui ont connu un développement économique parallèle, être mieux associée aux décisions qui engagent son avenir, même si cette population urbaine est loin d'être numériquement identique à ce qu'il est convenu habituellement d'appeler une classe moyenne (la

population véritablement aisée ne dépasse pas 7% à 8% de la population totale du pays, soit 15 millions sur 195 millions d'habitants), son existence est malgré tout une donnée sociopolitique nouvelle avec laquelle le pouvoir est obligé de compter.

L'époque où seules de sérieuses carences d'approvisionnement en riz ou en pétrole au sein d'une population rurale encore ignorante, profondément tolérante et patiente, pouvaient engendrer de graves troubles sociaux, est définitivement révolue.

4.2.5 Montée des profondeurs, la révolte de mai 1998

Le mai indonésien a fasciné les observateurs. Il fallait bien que la situation critique se dénoue, le général Soeharto devait finir par partir, il était inéluctable que quelque chose devait se passer après tant d'immobilisme et dans une conjoncture socio-économique aussi grave. Mais le moment venu, tout le monde a été pris de court par des événements qui, dans une logique implacable, ont conduit à la fin de l'Ordre nouveau.

Le drame de la succession qui s'est joué en mai de façon concise et nette, après des années de temporisation circonspecte, a revêtu plusieurs aspects. D'abord, la formidable relativité du pouvoir a été mise à nu, dans le conflit inédit entre Soeharto et le reste de l'Indonésie qui lui retirait sa confiance, après l'avoir longtemps toléré, sinon vénéré. Une fois de plus, on a pu vérifier que le pouvoir repose certes sur la peur qu'il inspire, mais aussi sur la reconnaissance qui lui est accordée.

Ensuite, la transition longtemps attendue et redoutée a fini par avoir lieu, mais elle ne s'est pas déroulée selon le scénario prévu, avec une tension et une intensité dramatique qui ont failli déboucher sur le gouffre. Les coups de théâtre se sont multipliés, mais le dénouement de la succession a donné le premier poste de l'État à celui qui pouvait légitimement y prétendre, à savoir le Vice-président Habibie. Tout ce que l'on craignait le plus est arrivé, comme dans un film au ralenti, mais sans que jamais la catastrophe finale se produise. Le pire a été évité.

Enfin, a prédominé l'impression d'un vaste théâtre d'ombres, où ce qui était visible n'est pas nécessairement le réel. Vaste chambre d'écho, la presse internationale a mis en scène l'affaire, en pointant ses projecteurs sur Jakarta, mais elle n'a pas véritablement éclairci l'événement, dont elle était loin de percevoir toutes les dimensions. Elle a produit du son et des images, a mené sa propre

promotion, mais a peu contribué à la compréhension de ce qui se passait. Pourtant, elle est intervenue dans le jeu politique Indonésien en mondialisant la passation du pouvoir et en prenant parti pour les étudiants contre le « dictateur » Soeharto, et pour ce qu'elle pensait être les prémices de la démocratie.

Il faut dire à la décharge de la presse que le spectacle n'était pas transparent, et que les rebondissements et les protagonistes étaient nombreux. Les principaux rôles étaient tenus par les étudiants, des éléments des classes moyennes, le prolétariat urbain, et les militaires. Quant à l'intrigue, elle peut se réduire à quelques moments forts, qui ont bouleversé la société Indonésienne.

Depuis le début de l'année, les étudiants protestaient sur leurs campus contre la réélection de Soeharto et la crise économique. Lorsqu'à la fin avril et sous la pression du FMI le général augmente le prix du carburant et de l'électricité, les étudiants manifestent dans les rues avec sympathie des classes moyennes. Le 12 mai, six d'entre eux sont tués par les forces de l'ordre à Trisakti, Université protestante aux nombreux étudiants chinois.

Le 14 mai, Jakarta est mis à sac par des casseurs montés des faubourgs. Les scènes de fureur et de pillage prennent une allure de revanche sociale, et provoquent 1.200 morts, au cours de ce que la presse occidentale appelle un « amok » collectif. Le lendemain, Soeharto rentre précipitamment du Caire dans un pays au bord de l'anarchie : il avait espéré montrer par son absence qu'il était au-dessus de la mêlée et que lui seul pouvait rétablir la situation. Le même jour, les Américains signalent leur défiance en évacuant leurs ressortissants.

Le 18 mai, Harmoko, président du Parlement et ancien fidèle de Soeharto, demande la démission du chef de l'État. Le général Wiranto, commandant des forces armées, s'oppose à cette initiative qu'il juge inconstitutionnelle. Le 19, alors que se multiplient les appels demandant sa démission, Soeharto annonce des réformes et de nouvelles élections. Dans le but de démobiliser les étudiants qui s'apprêtent à participer à une manifestation géante le lendemain, il fait savoir qu'il ne se représentera pas à la présidence.

Amin Rais, leader de la Muhammadiyah et opposant le plus déterminé à Soeharto, a en effet appelé à manifester le 20 mai, jour anniversaire du réveil national de 1908. Tout le monde redoute que le choc entre les manifestants et les militaires qui quadrillent Jakarta provoquent un bain de sang. Mais avec un grand sens de la retenue

et fort des assurances qu'il semble avoir eues de la prochaine démission de Soeharto, Rais annule la manifestation.

Alors que les étudiants occupent le Parlement avec le consentement implicite du général Wiranto, Harmoko lance un second ultimatum, sommant Soeharto de quitter le pouvoir. Les généraux exercent une pression dans le même sens, tandis que le vice-président Habibie apporte la démission de la moitié du gouvernement. Le 21 mai au matin, Soeharto annonce son départ et cède la place à Habibie, conformément à l'article 8 de la Constitution.

Le sens profond de ces événements reste à établir. Il est clair que la crise socio-économique a mobilisé une grande partie de la population contre Soeharto à partir de la fin avril 1998. Les étudiants libéraux qui jusque-là peu représentatifs, se sont trouvés tout d'un coup en phase avec la vox populi, qu'ils ont exprimée. L'opinion s'est brusquement retournée contre le général-président. S'agissait-il d'un refus de l'autoritarisme, ou plutôt d'un soulèvement contre le népotisme et la corruption ? Tolérés du temps de la prospérité, ces deux maux devenaient inacceptables en période de pénurie et de disette. La dégradation brutale des conditions de vie explique dans une large mesure le dénouement inattendu du mois de mai.

4.2.6 Le mouvement des réformes et le retour du politique

Le sentiment d'avoir échappé de peu à un cataclysme social a stimulé un mouvement dit de « reformasi » qui est porté par plusieurs facteurs. Tout d'abord, le départ de Soeharto a provoqué un printemps politique et mis fin aux longues années de dépolitisation imposées par l'ancien régime. Jusque-là minoritaires ou souterrains, les partisans de la démocratisation sont apparus au grand jour et ont formulé les aspirations libérales des classes moyennes. Ensuite, le président Habibie a soutenu le mouvement, à la fois pour se démarquer de son prédécesseur et acquérir une nouvelle légitimité. Il lui fallait aussi donner des gages de « bonne gouvernance » au FMI pour obtenir les financements. Enfin, la démocratisation devait faciliter l'acceptation de l'austérité imposée par le FMI. C'est ainsi que le « gouvernement de réforme du développement » a engagé de nombreuses mesures de libéralisation en matière électorale et de création de partis mais le parti communiste reste interdit. Les libertés de la presse et les droits syndicaux ont été garantis.

En quelques mois, le paysage politique a complètement changé, avec la naissance d'environ soixante-dix partis de toutes tailles et de toutes tendances. Leurs dirigeants sont des notables de l'ancien régime et des généraux, ou des « hommes nouveaux », universitaires, avocats, activistes des ONG et syndicalistes. Quatre partis dominent le lot : le Parti du Réveil National (PKB, proche de la Nahdatul Ulama de Abdurrahman Wahid), le Parti Démocratique Indonésien (dirigé par Megawati Soekarnoputri, la fille de Soekarno), le Golkar (qui soutient le président Habibie), et le Parti du Mandat National (dirigé par Amin Rais).

A ce remue-ménage politique, un désir d'épuration morale et de transparence travaille de nombreux secteurs de la société. Cela va de la lutte contre le népotisme à la demande de mise en jugement des Soeharto, en passant par une révision des manuels d'histoire commandée par le ministre de l'éducation et de la culture. De multiples commissions d'enquête sont créées pour rechercher la vérité sur des affaires douteuses, dont les atteintes aux Droits de l'homme. Dans les provinces et les départements, une campagne est menée contre les « petits Soeharto ». Plus généralement, une exigence d'autonomie à la base a été éveillée par nouveau climat politique, avec une contestation de l'autorité en général et des exécutifs en particulier. On veut rééquilibrer les pouvoirs en faveur des institutions représentatives et limiter le nombre des mandats présidentiels.

4.2.7 Une société désemparée : les nouvelles contradictions

Mais toute cette fermentation intervient dans un contexte social et économique désastreux, au point que l'idée démocratique est dévaluée par la conjoncture : l'âge des réformes est assimilé à l'ère de la pénurie. Une critique se développe contre les libertés qui ne sont que formelles? Que signifie la liberté de parole lorsque menace la famine ? Le nombre, jugé excessif, des partis, le fait qu'ils n'aient pas de programmes - la chute de Soeharto a pris tout le monde au dépourvu - suscite le désarroi de l'opinion, dont la culture politique est de toute façon très restreinte.

Mais le plus grave est le fossé qui reste immense entre les élites et le peuple occupé à survivre. Un conflit latent oppose les sections de la classe moyenne qui souhaitent l'ouverture politique aux couches populaires qui sont plus proches de la révolution sociale et qui se livre à des actions jugées dangereuses : saisie de terres, occupation de propriétés des riches, émeutes de la faim. La violence populaire qui prend des formes millénaristes déstabilise l'establishment qui s'inquiète de la désintégration de l'autorité.

L'aggravation de la crise économique durcit l'attitude de prolétariat et freine l'élan démocratique de la classe moyenne. Quant aux élites de l'ancien régime, elles se sont séparées des Soeharto, mais elles sont restées en place et s'efforcent de préserver leurs prérogatives.

Du fait de la récession, les conditions sont loin d'être réunies pour l'émergence d'une société civile et d'une « démocratie de marché » selon le modèle promu par les Etats-unis et les néo-libéraux indonésiens. La pauvreté revient comme un grave défi social alors qu'elle avait été marginalisée. La paupérisation des masses (40% des pauvres à la fin 1998, contre 11% précédemment) est brutale, et parallèle à l'effondrement de la rupiah. Ce recul général touche les classes moyennes qui sont diminuées en nombre et en influence, tandis que leurs aspirations deviennent ambivalents : elles souhaitent plus d'ouverture, certes, mais aussi et surtout la stabilité et la prospérité.

Des doutes sont exprimés sur l'efficacité du système démocratique. Certains se souviennent des années 1950, lorsque prévalait un système parlementaire. L'instabilité gouvernementale, la corruption et l'incurie avaient alors fait de ravages. D'autres, en revanche, décèlent déjà la montée d'une nostalgie à l'égard de l'Ordre nouveau qui avait assuré la prospérité, la sécurité et la stabilité. Les besoins de base étaient assurés pour l'ensemble de la population. Enfin, l'opinion musulmane se demande quel rôle lui est assigné dans la nouvelle configuration sociale.

V. Politique actuelle de l'Indonésie

5.1 Politique générale

S'il n'est pas très ancien - il date de 1945 - l'Etat-nation Indonésien n'est pas pour autant un fait politique absolument nouveau. Certes, cette réforme d'organisation politique reprend largement le modèle européen, mais elle intervient après une succession de types de pouvoir qui, bien que révolus, continuent de l'inspirer.

5.1.1 Les expériences antérieures

Avant la colonisation, l'archipel a été unifié à plusieurs reprises par des structures politiques qui étaient généralement centrées à Java. L'empire hindhouisé de Majapahait évoqué par le long poème du Negarakertagama de 1365, l'empire musulman de Mataram établi au XVIII^e siècle, ont constitué les dernières versions précoloniales de pouvoir javanais à prétention archipélagique. Le pouvoir était exercé de façon autocratique par des « dieux-rois » («dewa- raja») ou représentants de dieux sur terre, situés au coeur de système féodal. Les souverains avaient pour coutume d'extraire un tribut des populations sur lesquelles ils régnaient. Ils supervisaient de près l'activité religieuse et commerciale et contrôlaient les ports et les rizières., dont les revenus devaient financer leur grandeur ou leur train de vie.

Les colonisateurs néerlandais se sont coulés dans le moule local, adoptant bien des pratiques politique des Rajas et des Sultans. Ils ont certes introduit les institutions politiques occidentales (gouvernement, administration) qui sont encore en place à l'heure actuelle. Mais si la coquille est européenne (découpage des fonctions et système administratif, droit public), la pratique est souvent différente, fondée sur des solidarités primordiales et des hiérarchies bien Indonésiennes.

Après une période d'exploitation très dure, les Néerlandais au début de XX^e siècle, consentent un effort éducatif en faveur de la population locale qui contribue à l'apparition d'une classe de dirigeants indigènes. Réunis dans le cercle « Boedi Oetomo » (« noble effort »), ceux-ci en 1908 lancent à Java le mouvement national, point de départ d'une contestation qui aboutit à la proclamation de l'indépendance en 1945. Soekarno a été l'un des principaux animateurs de la lutte nationalistes.

Le processus a été accéléré par l'occupation Japonaise (1942 - 1945) qui a sapé le prestige hollandais. Lorsqu'ils tentent de

reprenant pied dans l'archipel, les anciens colonisateurs se heurtent aux indépendantistes républicains. Au terme d'un conflit de près de quatre ans, appelé « Révolution physique », ils doivent céder et reconnaître la République d'Indonésie en 1949.

5.1.2 Le nationalisme

Un des plus puissants ciments unitaires face à la diversité Indonésienne et au monde extérieur est le nationalisme. Celui-ci s'est constitué en réaction au colonialisme néerlandais et a puisé son inspiration dans les souvenirs de l'histoire précoloniale de l'archipel. La lutte pour l'indépendance a forgé une solidarité nationale entre les différents peuples de l'archipel qui est inscrite dans la devise du pays : «Bhinneka Tunggal Ika » (unité dans la diversité). Le pacte de la jeunesse de 1928, mais aussi et surtout les épreuves partagées entre 1945 et 1949, la lutte pour la défense de l'unité nationale dans les années 1950, la participation au Mouvement des Non-alignés ont consolidé le sentiment national, qui est très vigoureux à l'heure actuelle. Dans la version contemporaine, on peut distinguer deux versions du nationalisme Indonésien, certes différentes mais non exclusives. Ces deux aspects sont illustrés par les vues des deux premiers présidents de la République, Soekarno et Soeharto.

Large et généreuse, la vision Soekarnienne continue sans aucun doute de marquer les esprits. Il s'agit d'un nationalisme accueillant, fondé sur "le désir d'être ensemble " de Renan, cité en français dans ses discours par Soekarno. Dans ce cas, le nationalisme relève d'une volonté d'appartenir à l'Indonésie, dont tous les peuples, y compris les Chinois ou les Métis européens, sont conviés à s'insérer dans la patrie commune et multiculturelle.

A cette vision prodigue du père de la nation Indonésienne, s'oppose une conception plus restrictive, véhiculée sous l'Ordre nouveau qui a succédé à Soekarno. Le régime du général Soeharto a opéré un recentrage sur les valeurs nationales plus exclusives et fondées sur le centralisme javanais. La notion d'un nationalisme axé sur l'esprit communautaire (la nation est une grande famille) a été réactivée, avec ses conséquences « intégralistes » : la nation devient un ensemble indissociable, certes composée de diverses cultures ou groupes ethniques, mais conçue comme un tout. Les idéologies jugées trop allogènes, comme le communisme par exemple, ont été impitoyablement expurgées de la culture nationale. Ces deux variantes du nationalisme se sont succédé dans le temps mais coexistent aujourd'hui, malgré leur caractère opposé, dans la plupart des esprits, à quelques nuances près. A la fin des années

1990, le nationalisme de type Soekarnoïste s'est réaffirmé, avec la volonté d'exister au monde tout en marquant la différence Indonésienne. Les cérémonies Soehartoïstes du cinquantième anniversaire de la République en 1995 tout comme la montée nostalgique du culte à Soekarno ont bien marqué cette résurgence.

Mais le néo-nationalisme Indonésien s'ajuste difficilement à la nouvelle donne qui prévaut après la guerre froide. Alors que la période de la lutte nationale pour l'indépendance semble révolue, il faut maintenant gérer l'ouverture obligée à la région asiatique et surtout au monde. De nouvelles mobilisations s'imposent pour défendre l'intégrité de la République, menacée par la globalisation économique et culturelle, qui interpelle et déstabilise le pays.

5.1.3 L'État Pancasila

Traduction institutionnelle du nationalisme, l'État Indonésien est indissociable de l'idéologie nationale qui l'inspire et dont il est le promoteur. Du reste, le nationalisme figure parmi les cinq principes ou Pancasila, qui définissent la République d'Indonésie. Énoncés par Soekarno le 1er juin 1945, ces principes fondateurs de l'État figurent dans la Constitution. Ils se déclinent de façon très simple et sont un résumé de ce qu'est ou veut être l'Etat-nation Indonésien :

- La croyance en un Dieu unique,
- L'humanité juste et civilisée
- L'unité de l'Indonésie
- La démocratie conduite avec sagesse, dans la concertation et la représentation
- Justice sociale pour tout le peuple Indonésien.

On a signalé au chapitre 3 le rôle du premier principe comme compromis religieux entre l'Islam et les autres religions. Les Pancasila établissent ainsi un État défini par cinq qualificatifs : séculaire, humaniste, unitaire, démocratique (mais non libéral), et soucieux de justice sociale. En tant qu'idéaux plutôt que reflets de la situation réelle, les cinq principes animent formellement une religion civile. Ils figurent fort officiellement dans les armoiries de la République à côté de l'aigle Garuda, emblème national. Ils font l'objet de rites, de célébrations, de discours, d'études. Ils sont diffusés dans les écoles et enseignés dans des stages obligatoires pour les fonctionnaires. Le président de la République est le gardien et le garant de cette idéologie d'État.

Par-delà leur dimension rituelle, ces principes ont des conséquences sur le fond et la pratique politiques. Ils facilitent la paix religieuse, et contribuent à gérer la coexistence interethnique par le système du consensus. La démocratie consensuelle des Pancasila prétend se distinguer de la démocratie libérale en arguant du fait que l'archipel culturellement complexe ne peut fonctionner sur le mode d'un gouvernement à la majorité simple. Les minorités sont si nombreuses et parfois centrifuges que, pour les retenir dans la République, il faut leur ménager une place garantie par un mode de prise de décision à l'unanimité. Ce système appliqué tant par Soekarno que par Soeharto a laissé peu de place à l'expression publique de la dissidence, puisqu'il fallait rallier, bon gré mal gré, toutes les opinions au point de vue dominant, celui du chef de l'État.

La République des Pancasila a ainsi légitimé l'autoritarisme politique des deux premiers présidents, dont la culture personnelle était certes peu libérale. L'autoritarisme est aussi le produit du système social, qui investit les dirigeants d'un pouvoir considérable et secret des leaders capables de remplir ces attentes. Enfin, il est renforcé par une Constitution de type présidentiel qui confère des vastes pouvoirs à un exécutif tout puissant, au détriment d'institutions représentatives faibles. Après mai 1998, une tendance visait à renforcer les pouvoirs du Parlement pour rééquilibrer et redynamiser l'État Pancasila.

5.1.4 Les serviteurs de l'État

Compte tenu de la puissance de l'exécutif et d'un sens hiérarchique très ancré dans les esprits, les fonctionnaires exercent un rôle particulièrement déterminant dans le fonctionnement de la République. Ils traduisent dans les faits l'unité de l'archipel, puisqu'ils gèrent le pays du centre, à Jakarta, et occupent des postes jusque dans ses limites les plus reculées. Ils sont recrutés dans toutes les ethnies, même si les Javanais font masse et sont surreprésentés. Leur nombre paraît élevé - quelque quatre millions de fonctionnaires, mais à l'échelle d'une population de plus de deux cents millions, cette proportion est faible, comparée à d'autres pays. Malgré le poids de sa bureaucratie, l'Indonésie serait donc plutôt sous-administrée que l'inverse.

Le paradoxe de cette bureaucratie, nombreuse et aux pouvoirs enviés, est que sa puissance est limitée par plusieurs facteurs. Les hauts fonctionnaires sont souvent bien formés et constituent de bons administrateurs. Mais trop peu nombreux, ils sont débordés et ne peuvent assurer pleinement leurs missions. Pour le reste, le niveau

de formation et de revenu reste encore très insuffisant. De ce fait, l'efficacité de l'administration n'est pas toujours à la hauteur de ce qui serait requis.

L'administration se prolonge systématiquement dans l'intérieur du pays par un découpage territorial de type pyramidal et centralisé, qui ignore la plupart du temps les groupes ethnolinguistiques. Les 27 provinces (maintenant 26) dirigées par des gouverneurs sont subdivisées en 2243 départements et 55 municipalités régis par des « bupati » (préfets); ces collectivités sont divisées à leur tour en 3.841 cantons. La base de l'administration territoriale est formée par les 64.367 communes, rurales et urbaines. Les différents responsables administratifs sont désignés par leurs supérieurs respectifs, les choix étant ensuite entérinés par les assemblées locales. Le premier contact des citoyens avec l'autorité se produit au niveau du « chef de voisinage ». Situés à l'échelon le plus bas de la hiérarchie administrative, ces responsables volontaires exercent une fonction de surveillance et délivrent les attestations de domicile et autres petits documents.

Dans son ensemble, l'administration territoriale se caractérise par son sens hiérarchique, son zèle implacable et sa lenteur. Celle-ci est liée à la centralisation du système qui fait que nombre de décisions doivent remonter à Jakarta. Outre leur mission gestionnaire, les fonctionnaires territoriaux sont chargés de veiller au développement du pays à travers l'exécution de programmes et de projets. Ils collectent des statistiques, lancent des appels d'offre aux petites entreprises, inspectent les travaux. En bref, l'administration contribue au maintien de l'unité nationale non seulement parce qu'elle représente les instances centrales dites « déconcentrées » en province, mais aussi parce que la dispersion dans l'archipel des fonctionnaires de différentes origines favorise le brassage ethnique.

Le maillage territorial est complété par les réseaux techniques (transport et télécommunications) qui se sont développés de façon spectaculaire bien qu'inégale depuis une trentaine d'années. Par surcroît, le quadrillage du pays est intensifié par l'armée, qui est représentés jusque dans chaque village par un sous-officier. Les institutions militaires doublent les institutions civiles presque à tous les niveaux.

5.2 Politique militaire

5.2.1 La fonction politique des militaires

Institution clé de l'Ordre nouveau, les forces armées constituent l'épine dorsale de l'archipel depuis l'indépendance du pays. Nées de la lutte armée contre les Néerlandais, elles tirent de cet épisode fondateur leur légitimité historique, ainsi que les bases de leur doctrine militaire. Leurs noyaux durs initiaux sont disparates et ont mis un certain temps à fusionner : anciens sous-officiers, formée par les colonisateurs, milices recrutés par les Japonais, groupements de musulmans menant une guerre sainte pour l'indépendance, jeunes gens ayant pris les armes et devenus des guérilleros, ainsi que de nombreux volontaires « levés en masse ».

L'instabilité politique des années 1950, les nombreuses expéditions répressives menées contre les séparatistes régionaux, puis la présidentialisation du régime par Soekarno à partir de 1959, avaient amené l'armée sinon à se politiser du moins à s'intéresser à la chose politique. La nationalisation des biens étrangers avait permis aux militaires de s'initier à la gestion de grandes entreprises qui leur avaient été confiées ou dont ils s'étaient saisis. C'est dans ce contexte que le général Nasution a introduit le principe de la « voie du milieu », sorte de double fonction avant la lettre.

Avec l'arrivée au pouvoir du général Soeharto en 1966, la double fonction des militaires est officialisée : désormais, ils ajoutent une mission politique à la fonction de défense. Cette nouvelle mission consiste en grande partie dans le maintien de l'ordre intérieur, tandis que la fonction de défense extérieure reste marginale. Le quadrillage du territoire entre dans ce souci d'assurer la sécurité nationale. La stratégie face à l'extérieur est inspirée de lutte anti-néerlandaise et s'appuie sur la guérilla contre l'ennemi qu'on laisse venir tant qu'il est le plus fort, puis sur la levée en masse quand le rapport de forces est favorable. A la veille de la crise de 1997-1998, l'Armée Indonésienne commençait à développer sa capacité de projection, pour assurer la défense éloignée de l'archipel, notamment face l'émergence de la Chine. Cette conversion qui exige un équipement bien plus important et plus coûteux a été ralentie par la crise. La tâche plus modeste de surveillance des côtes et des eaux de l'archipel reste néanmoins prioritaire.

C'est le rôle politique des militaires Indonésiens qui a fait de la « double fonction » un modèle tentant pour les régimes autoritaires. Le système se traduit par le détachement de militaires dans de nombreuses positions de l'appareil civil, à la tête de ministères, ou dans les hautes sphères de l'administration centrale

comme dans l'administration territoriale. De nombreux gouverneurs et préfets sont des officiers.

Sous l'Ordre nouveau, l'ensemble des institutions politiques était organisé pour permettre aux militaires d'exercer le pouvoir. Privés du droit de vote, ces derniers recevaient en contrepartie des sièges au Parlement (75 sur 500). Un parti officiel, le Golkar, servait de véhicule électoral tandis que deux partis d'opposition officielle apportaient une contestation modeste lors des élections législatives tenues tous les cinq ans. Les campagnes électorales étaient fort courtes et les masses étaient dépolitisées, la politique n'étant pas autorisée dans les villages.

Après la chute du général Soeharto et les critiques portées contre la double fonction des militaires, quelques modifications ont été apportées aux institutions. Le quota des sièges parlementaires accordés aux forces armées a été réduit, tandis que la structure de l'Assemblée consultative du peuple a été altérée dans un sens plus démocratique. Cet organe qui est la plus haute instance de la République élit tous les cinq ans le président et le vice-président et définit la politique générale de l'état. Jusqu'en 1998, le général Soeharto contrôlait cette assemblée en nommant la moitié de ses membres, soit cinq cents représentants régionaux, l'autre moitié étant composée des cinq cents parlementaires. Désormais, le poids des parlementaires est renforcé au sein de l'Assemblée, puisque le nombre des représentants régionaux est réduit de moitié et qu'ils ne seront plus désignés mais élus. Surtout, la grande nouveauté est l'éclosion des partis, passés de trois à soixante-dix à la fin de 1998.

5.2.2 Le rôle de l'Armée Indonésienne aujourd'hui

Depuis la chute du gouvernement de l'Ordre nouveau, la réforme est devenue le seul choix du peuple Indonésien. Tout citoyen est invité à se rendre compte de l'essence de la réforme, caractérisé par l'ouverture, la démocratisation, la prospérité et la justice. La réforme, en tant que réalité politique, est une expression de plusieurs phénomènes politiques, aussi conventionnels que non-conventionnels. L'étape de libéralisation se présente sous forme de liberté et de participation politique élargie, qui, cependant, ne donne pas une indication claire quant au sens de ce changement. A ce niveau, deux probabilités s'offrent : reconsolidation autoritaire ou démocratique.

A partir de cette réalité, on peut supposer que la position et le rôle de l'Armée Indonésienne aujourd'hui doivent être formulés d'une manière flexible, entre liberté et démocratie d'une part, et

ordre politique ainsi que respect des lois d'autre part. Dans ce cas, le choix de l'Armée Indonésienne comme protectrice, catalyseur, défenseur des lois et d'ordre semble proportionnel et paraît une bonne option.

Afin de mieux décrire le rôle et la position de l'Armée Indonésienne, il est utile de souligner certaines interprétations déformées sur le rôle passé de l'Armée Indonésienne: le rôle plus connu sous le terme « double fonction », aussi bien dans le sens d'un concept divin que dans le sens que les militaires sont égaux au peuple. A présent, cette déformation est définie par le un changement d'appellation de la « double fonction » de l'Armée Indonésienne en « rôle » de l'Armée Indonésienne, « d'engagement dur » en « engagement souple » qui vise à corroborer la fondation la politique du peuple; l'actualisation du rôle de l'Armée Indonésienne est orientée vers la mise en oeuvre d'une participation populaire plus active dans la démocratie. A cet égard, la position et le rôle de l'Armée Indonésienne aujourd'hui consistent à contrôler dans le sens de protéger la souveraineté et l'intégrité nationale, à encourager la vie démocratique et la prospérité équitable, à l'instar d'un nouveau paradigme pour que la position et le rôle de l'Armée Indonésienne, face à d'innombrables défis à l'aube du 21^e siècle, puissent s'y adapter.

5.2.3 Les défis du 21^e siècle

Les défis issus de la globalisation et l'évolution de la politique nationale mettront sans doute le peuple Indonésien à l'épreuve dans son effort à bâtir la croissances. La réussite de la réforme, elle-même générée par la globalisation, doit être en mesure de répondre au dynamisme de cette globalisation.

La globalisation est devenue une certitude, englobant le savoir-faire et la technologie à travers les média et la télécommunication. Les crises économiques qui sévissent dans plusieurs pays (y compris en Indonésie) sont provoquées par l'incapacité des capitalistes à créer la prospérité mondiale. Le changement politique exigé au milieu d'une crise économique montre l'inaptitude à éviter l'effet de la globalisation. Ceci dit, il y avait une demande croissante de démocratisation et respect des droits de l'homme, engendrée par la chute du communisme, le déclin de l'autorité gouvernementale, l'éveil de la classe moyenne préconisant plus de justice. Le défi le plus exaltant pour la nation est de former un gouvernement qui soit capable de créer un système politique où la puissance nationale est globalement compétitive. Quant à l'Armée Indonésienne, elle est confrontée au défi qu'est

l'application de son nouveau rôle dans la pratique, servant de catalyseur dans le processus démocratique, compatibilité entre la parole et l'acte, sa neutralité envers certains groupes.

La dynamique de la politique nationale se manifeste par la tendance de la polarisation du leadership social et du factionalisme politique. Si ce phénomène sert bien entendu à enrichir la démocratie, il peut être dommageable à l'intégration nationale. C'est la raison pour laquelle il doit être traité avec précaution, en respectant l'ordre politique et la loi. Le défi auquel l'Armée Indonésienne est confrontée est de trouver une juste manière de se positionner au sein du panorama politique où le conflit de vision politique ne doit pas mener à une désintégration nationale.

5.2.4 Perspective de l'Armée Indonésienne au 21^e siècle

La perspective future de l'Armée Indonésienne se situe évidemment dans le cadre d'une finalisation des objectifs d'une nation moderne vers une nouvelle Indonésie. Le concept d'un état rationnel, et non d'un état de pouvoir, est un état qui préserve un système où la constitution et les lois sont institutionnalisés consensuellement. Dans ce cas, la loi est l'application même du système de l'état avec des objectifs clairement affichés. Au début du gouvernement de « l'Ordre de la réforme », on adopte un changement de comportement, d'une approche sécuritaire vers celle de démocratie et de justice, de non-transparent au transparent, du « haut en bas » vers « le bas en haut ». Ce changement de comportement exprime l'attitude du gouvernement qui s'intéresse à la construction d'un état démocratique. L'image de l'Armée Indonésienne est indissociable de celle de l'état. Son rôle n'est pas seulement de mettre en sécurité l'organisation des élections générales, mais aussi de respecter les droits civils de telle sorte que le rôle de l'Armée Indonésienne ne fasse aucune affaire politique, mais appelée à une mission de dévouement.

En vue de consolider son image, les six mesures adoptées par l'Armée Indonésienne sont :

- Revoir le comportement relatif au leadership et son éthique.
- Mieux éclairer l'idée des opérations militaires.
- Améliorer les capacités de l'Armée Indonésienne.
- Reformuler et reconsolider les affaires internes de l'Armée Indonésienne.
- Réorienter le rôle de l'Armée Indonésienne.
- L'Armée Indonésienne s'engage à sauvegarder la vie nationale.

En outre, trois actions à long terme sont menées, à savoir :

- Concourir à faire respecter la loi et les droits de l'homme.
- Assumer un rôle social qui consiste à superviser le maintien de l'autorité d'un gouvernement intègre.
- Mettre en priorité la souveraineté du peuple en tant que citoyens.

Le nouveau paradigme est la volonté politique exprimée par L'Armée Indonésienne en faveur des objectifs nationaux remis à jour. Plusieurs méthodes sont recherchées au cours de la réforme, et le choix de L'Armée Indonésienne semble parfois assez singulier, comme par exemple la séparation de la Police nationale de l'armée.

Le nouveau paradigme couvre quatre dimensions, décrivant le changement de la position de l'Armée Indonésienne : de ne pas se mettre toujours en première scène ; de persuader et non d'infliger ; d'employer les manières indirectes au lieu des moyens directs ; et la volonté affichée de partager le rôle politique avec les autres composants nationaux.

A l'instar de l'analyse du nouveau paradigme, une réorientation du rôle de l'Armée Indonésienne est mise en place, en même temps que sa redéfinition, sa reposition ainsi que sa réactualisation.

La redéfinition consiste à formuler le concept du rôle de l'Armée Indonésienne après l'abandon de l'idée de sa « double fonction ». Le rôle de l'Armée Indonésienne ne doit pas être interprété comme un poste civil temporaire, mais un appel populaire adressé à l'Armée en vue de la création d'un nouveau système. Cette demande se traduit par le partage équitable entre l'Armée et le pouvoir politique, la diminution de l'intervention de Jakarta à l'égard de l'administration locale, et la séparation de responsabilité entre les fonctions exécutives et législatives. Or, les fonctions de défense/sécurité et socio-politique étant étroitement liées, la position et le rôle de l'Armée Indonésienne peuvent être définis comme un gardien de l'intégrité et la souveraineté nationale, ainsi comme un catalyseur qui oeuvre pour la démocratie et la prospérité du peuple.

On aperçoit la mise en place de la suprématie de la loi et la société civile au sein des militaires et de la Police nationale dans l'exemple suivant. La mission civile n'est pas une affaire politique mais basée sur une connaissance : à l'égard de la position de l'Armée Indonésienne dans les assemblées législatives provinciales, son rôle intégré entre défense-sécurité et sa fonction socio-

politique, sa position de gardien augmente, tandis que son rôle de catalyseur diminue.

La reposition se fait par la définition de la position de l'Armée Indonésienne en tant que gardien et catalyseur du développement national. La présence de l'Armée est encore indispensable car elle est le pilier de l'unité et de l'intégrité nationale. Au niveau du leadership national, l'Armée Indonésienne a l'avantage d'être la première parmi ses semblables (primus inter pares).

La position de l'Armée Indonésienne est orientée vers un emploi plus efficace dans le système de la prise de décision où le potentiel futur de l'Armée est caractérisé par une participation prépondérante qui consiste à organiser l'Armée dans un système national, à confier des tâches civiles selon une convention établie, à structurer d'autres missions moyennant des changements dans le système d'approche (contrôle, participation ...).

Après la redéfinition et le repositionnement, la réactualisation est manifestée par le déploiement des forces en tant que protecteur, afin qu'elles puissent être opérationnelles par leur professionnalisme, leur efficacité, leur efficacité et leur modernisation (PEEM). En tant que catalyseur, on tend à mettre en priorité le savoir-faire, et faire respecter la loi par une police professionnelle.

Dans sa réalisation, les objets à réformer concernent les domaines tels que la doctrine, la structure, la culture, la gestion ainsi que l'organisation de l'éthique et du leadership militaire, ce qui pourrait consolider la position et le rôle de l'Armée Indonésienne au sein de la vie nationale.

5.3 Politique étrangère « indépendante et active »

L'année 1995 marque l'émergence de l'Indonésie comme acteur sur la scène mondiale. Membre non permanent du conseil de sécurité, elle a su faire entendre sa voix dans les négociations pour l'élargissement du traité de non-prolifération nucléaire et prendre une initiative sur la Bosnie, prouvant, s'il fallait encore, qu'elle était déjà une puissance moyenne comptant de plus en plus au plan international. Au moment où l'Indonésie s'apprête à célébrer le cinquantenaire de son indépendance, elle apparaît comme un interlocuteur coopératif et constructif en Asie orientale, dans le tiers monde et dans les forums internationaux. L'Indonésie a toujours considéré qu'une politique étrangère idéale devait être « indépendante et active ». Ce n'est, cependant, que depuis une quinzaine d'années qu'elle a

pu concrétiser cette ambition en contribuant à créer en Asie orientale et même au-delà un environnement international stable et paisible.

L'Indonésie, par sa population, le quatrième pays du monde et occupe une position géostratégique capitale sur les routes maritimes entre l'Asie orientale, le Moyen-Orient et l'Europe. Elle dispose d'abondantes ressources naturelles. Fidèle au modèle de développement économique extrême-oriental, elle est en voie de devenir en une génération « un nouveau pays industrialisé ». Elle est fière de sa culture et de son histoire précoloniale, car elle a été le siège d'un grand empire indigène, et son combat révolutionnaire contre le colonialisme a suscité chez elle un nationalisme légitime, gage d'une solide identité dans une phase de grande transformation sociale.

Pendant de longues années, l'Asie n'occupait guère de place dans la relation de l'Indonésie au monde extérieur. A l'époque coloniale comme pendant la guerre froide, l'archipel regardait vers l'Occident. L'émergence d'un nouvel ordre mondial au début des années 1990 a obligé l'Asie à resserrer les rangs pour constituer un ensemble régional plus cohérent, même s'il est informel. La crise de 1996-1998 a montré la similitude des situations entre l'Indonésie et ses voisins et a accentué la prise de conscience d'une destinée collective, face au reste du monde.

Au sein de l'Asie même, l'intensité de la relation varie, selon qu'elle s'adresse aux univers chinois au nippon, ou encore aux pays bouddhistes de l'Asie du sud-est continental. En outre, l'Indonésie associe à son caractère asiatique une autre dimension orientale qui dépasse le cadre régional, puisque l'archipel est aussi musulman et appartient à un ensemble dont les centres vitaux se trouvent au Moyen-Orient. Avec ses voisins immédiats du monde malais, l'Indonésie entretient depuis toujours un lien « naturel », lié à la culture et à l'histoire communes, mais non exempt de conflits.

5.3.1 L'étranger proche : le monde Malais

Les indépendantistes Indonésiens et certains intellectuels Malais avaient formé le projet de fonder une « grande Indonésie », qui aurait intégré l'actuelle Malaisie, Brunei et Singapour. Mais les indépendances se sont faites en rangs dispersés, et il a fallu renoncer à ce projet pan-malais. En 1963, pourtant, les trois principaux pays du monde malais annoncent à Manille la création d'une association, le Maphilindo, qui doit réunir la Malaisie, les Philippines et l'Indonésie. Cette tentative avorte rapidement en raison d'un conflit entre les fondateurs du groupement : les Philippines et l'Indonésie s'opposent à l'intégration de Bornéo Nord dans la future Fédération de Malaysia. Contre ce dessein de

« l'impérialisme britannique », Soekarno lance une campagne de « confrontation » armée (konfrontasi) de 1963 à 1965, afin d'obtenir que Sarawak et Sabah reviennent à l'Indonésie. Mais il ne peut empêcher que ces deux États du Nord de Bornéo ne soient fédérés à la Malaisie péninsulaire, indépendante depuis 1957.

La disparité dans la taille des différents pays du monde malais a toujours empêché de créer des liens véritablement organiques entre ses membres : l'Indonésie apparaît trop grande pour la Malaisie ou le sultanat de Brunei, tandis que l'archipel tend à considérer ses voisins comme sa clientèle naturelle. L'annexion du territoire timorais par la République d'Indonésie en 1975 avait inquiété Singapour et Brunei, eux aussi territoires de petite taille et proche de l'Indonésie.

Avec la Malaisie, les rapports sont difficiles, car la fédération est considérée comme le « frère cadet » de l'Indonésie. Dix fois moins peuplée, la Malaisie ne compte que vingt millions d'habitants, mais ses succès économiques donnent à réfléchir (son PIB est évalué en 1996 à 87.298 M\$, soit 9.020 \$ par habitant, alors que celui de l'Indonésie est encore pour cette année-ci fixé à 225.800 M\$, soit 3.800 \$ par habitant). Malgré la taille réduite de son pays, le Premier Ministre Mahatir a disputé la préséance à Soeharto, lorsque celui-ci était encore au pouvoir. Ils étaient tous les deux les plus anciens dirigeants de la région, mais l'antériorité de Soeharto était supplantée par la visibilité plus grande de Mahatir, au grand dam du chef d'État Indonésien. Cette rivalité pourrait bien être modifiée par l'apparition en Malaisie et B.J.Habibie en Indonésie, qui entretiennent les meilleurs rapports du monde. Ces deux personnages symbolisent les « nouveaux Malais » vantés à Kuala Lumpur du temps du miracle asiatique. Habibie a maintenu son soutien à son ami Anwar depuis que celui-ci a été démis de ses fonctions de Vice-Premier Ministre et jeté en prison par le Dr.Mahatir.

Des sujets de discorde durables existent cependant entre les deux riverains du détroit de Malacca. Au-delà de différends territoriaux portant sur deux îlots situés à l'est de Kalimantan (Ligitan et Sipadan), le contentieux le plus grave touche au sort des travailleurs émigrés Indonésiens en péninsule, dont le nombre atteint un million. Appelés par les autorités Malaysiennes pour contribuer à l'essor économique de la péninsule et renforcer l'élément malais dans la population, ils sont progressivement expulsés depuis la fin 1997, en raison de la crise. Dans le même temps et en sens inverse, des Indonésiens fuient Sumatra pour se

réfugier en Malaisie, nouveaux « boat people » produits par la débâcle économique de l'archipel.

Les rapports sont plus distendus avec le reste du monde malais. Les Philippines sont perçues comme trop exubérants et trop américanisées, leur catholicisme militant amène à s'interroger sur la profondeur de leurs liens avec la grande famille malaise. En outre, la question jamais résolue de la minorité musulmane Moro au Sud des Philippines interpelle l'Indonésie, qui à plusieurs reprises a offert sa médiation entre Manille et les insurgés de la grande île méridionale de Mindanao. Le sultanat pétrolier de Brunei, dont l'indépendance a été acceptée et reconnue en 1984, est considéré comme un pays ami dont les immenses ressources financières peuvent être mobilisées pour aider l'Indonésie lorsqu'elle est dans la difficulté.

Paradoxalement, les rapports sont meilleurs avec Singapour, ville chinoise située en plein coeur du monde Malais et comprenant une minorité Malaise au statut défavorisé. La cité-Etat rend service au grand archipel par son rôle d'intermédiaire financier et commercial. Une grande partie du commerce Indonésien transite par Singapour qui ne mentionne pas dans ses statistiques ses échanges avec l'archipel, pour ne pas faire apparaître la contrebande qui existe entre les deux pays. Les élites Indonésiennes aiment à se rendre à Singapour pour faire leurs emplettes, recevoir des soins ou placer des fonds. Les bonnes relations entre les deux pays ont facilité la création du premier triangle de croissance asiatique en 1989, qui associe la province Indonésienne de Riau (dont l'île de Batam), l'État Malaysien de Johore et la Cité-Etat. Cet ensemble transfrontalier qui utilise les complémentarités entre ses différents membres (finance et savoir-faire, main d'oeuvre bon marché, technologies moyennes ou sophistiquées), se veut un des noeuds de l'Association des nations d'Asie du sud-est (ASEAN) et l'un des laboratoires de cette association régionale.

5.3.2 L'ASEAN, zone naturelle ou pré carré

Du point de vue Indonésien, l'ASEAN représente un moyen de développer l'influence de l'archipel dans les affaires mondiales. La région couverte par l'ASEAN constitue un terrain familier et favorable où l'Indonésie teste sa diplomatie et prétend exercer une certaine hégémonie. Pour les pays partenaires, l'association devait initialement permettre de contenir le grand voisin et d'éviter les conflits du type « konfrontasi ».

Ce contraste dans les attentes des uns et des autres explique les résultats limités de ce groupement créé en août 1967 à Bangkok. Néanmoins, l'Indonésie a trouvé plus que son compte dans l'ASEAN, à laquelle elle a imprimé sa marque, sinon son style. Alors que la Charte de 1967 assignait la coopération économique comme but principal, l'Indonésie a déplacé vers le terrain politique l'essentiel de l'activité de l'Association. Le premier sommet s'est tenu à Bali en 1976, en réaction à la chute de Saigon en avril 1975, et a resserré les liens entre les pays membres par un traité de coopération et d'amitié. Des efforts ont été entamés pour populariser l'idée Sud-est asiatique dans la société Indonésienne.

La diplomatie Indonésienne s'est distinguée dans l'affaire du Cambodge occupé par le Vietnam de 1979 à 1989, en contribuant à la recherche d'un règlement par les « Jakarta Informal Meetings ». C'est également sur l'insistance de Jakarta que le Vietnam a été intégré à l'Association en juillet 1995, dans le but de faire commerce à la Chine et d'affaiblir l'influence Thaïlandaise. De la même façon, l'adhésion de la Birmanie a été défendue par l'archipel, et cela, malgré les pressions européennes hostiles à ce pays en raison de ses atteintes aux droits de l'homme. Plus consensuelle a été l'initiative de créer « l'ASEAN Regional Forum », tribune qui réunit depuis 1994 les principales puissances mondiales aux côtés de l'Association pour discuter les questions de sécurité concernant l'Asie-Pacifique.

Au total, l'ASEAN fonctionne comme un club de pays souverains, où les décisions sont prises à l'unanimité et où les consultations entre États se déroulent selon les procédures Javanaises. Même si le secrétariat de l'Association est installé à Jakarta, l'Indonésie reste un pays très jaloux de son indépendance. Il faut dire qu'à lui seul, l'archipel représente plus d'un tiers de la population et des ressources de l'ASEAN. Il s'est engagé avec réticence dans le projet de Zone de libre-échange de l'ASEAN (AFTA) qui suppose une ouverture des marchés et des abandons de souveraineté.

A la fin du règne de Soeharto, des difficultés non avouées sont intervenues dans la vie de l'Association en raison de l'indifférence de l'Indonésie à l'égard des remontrances de ses voisins. L'ampleur des pollutions provoquées par les incendies de forêt à Sumatra et à Kalimantan a obligé Soeharto à présenter des excuses à ses voisins, mais peu d'efforts ont été consentis pour surmonter cette catastrophe écologique. La crise monétaire de l'été 1997 a rappelé les pays membres au devoir de solidarité face à un cataclysme financier qui provoquait la chute des devises de l'Asie

du sud-est dans son ensemble. Des efforts d'assistance mutuelle ont été tentés, malheureusement en pure perte. L'Indonésie avait promis une aide financière à la Thaïlande, avant de bénéficier du soutien de Singapour, de la Malaisie et de Brunei. En fait, comme ses voisins de l'ASEAN, l'Indonésie a dû se tourner vers la première puissance asiatique, pour l'instant encore maîtresse de la conjoncture économique.

5.3.3 Le Japon, leader provisoire de l'Asie

Malgré les pénibles souvenirs laissés par la guerre du Pacifique et l'occupation nippone, l'Indonésie partage avec le Japon des intérêts communs. Stabilité, sécurité et paix régionales sont prônées par les deux pays qui, malgré leur différence de statut économique, sont dans une situation de dépendance réciproque, bien qu'inégale. Parmi les grandes puissances, peu de pays ont un intérêt aussi soutenu à la stabilité de l'Indonésie que le Japon. Tel est le sens de la visite éclair à Jakarta du Premier Ministre Japonais en mars 1998, qui a incité Soeharto à négocier avec le FMI.

Si la sphère de co-prospérité n'appartient plus qu'à l'histoire, l'Asie de l'Est est largement dominée par la puissance nippone dont les investissements et le commerce ont structuré la région. En Indonésie, le Japon a opéré son retour grâce aux réparations de guerre, dès les années 1950. Très vite, le Japon est devenu le premier investisseur étranger en Indonésie, et son premier client et fournisseur. Il est aussi le plus important créancier de l'archipel. Selon la Banque des règlements internationaux, jusqu'en juillet 1997, le Japon avait prêté au secteur privé Indonésien quelque 23 milliards de dollars. Il dépassait ainsi largement les quinze milliards de dollars de crédits accordés par l'Allemagne, la France et les États-Unis.

L'Indonésie bénéficie d'une aide nippone résolue et continue, qui est la contrepartie de ses avantages vitaux, tant sur le plan des ressources naturelles (gaz naturel), que stratégique : la moitié des cent cinquante navires de plus de 30.000 tonnes qui traversent chaque jour les détroits de Malacca, Singapour, Lombok et Makassar sont Japonais; les trois quarts du pétrole importé par les Japonais passent par ces détroits, et en cas fermeture, les pétroliers géants devaient allonger leur trajet des deux tiers en contournant l'Australie.

Pour l'instant, le Japon se refuse à étendre son périmètre de défense au-delà de 1.000 miles jusqu'en Asie du Sud-est, même si les États-Unis accentuent leur retrait de la région, entamé avec

l'abandon des bases Philippines. Certes, les Américains ont renoncé en 1995 à réduire davantage leurs troupes stationnées en Corée du Sud et au Japon. Mais à terme, les Japonais prendront la relève, avec l'accord tacite et intéressé des Indonésiens, comme semble l'annoncer la doctrine introduite par Ruytaro Hashimoto, alors Premier Ministre, en janvier 1997 à Singapour.

Compte tenu de ces raisons stratégiques et économiques, le Japon reste un interlocuteur considérable pour les Indonésiens, d'autant que l'archipel du Nord n'a presque jamais tenté d'utiliser son influence pour faire pression sur l'archipel du Sud, tout au moins ouvertement. Dans les calculs de Jakarta, le puissant Japon joue un rôle de contrepoids face à la grande Chine. La diplomatie Indonésienne cherche ainsi à aménager une relation triangulaire équilibrée avec la Chine et le Japon, pour ne dépendre d'aucun des deux. Il s'agit d'éviter autant une nouvelle sphère de co-prospérité que l'imposition d'une zone « Nanyang », c'est-à-dire une mer de Chine du Sud sous influence Chinoise.

Conclusion

1. L'Indonésie à l'horizon 2020

Au-delà de l'an 2000, l'avenir est incertain. La foi dans un avenir meilleur et la mode de l'anticipation qui projetaient les prévisionnistes vers le fameux horizon 2020 ont révélé les limites du genre. Nul n'avait prévu la crise de 1998 : on se contentait de tirer les courbes de croissance sans envisager l'accident, la rupture. La prévision aurait dû se fonder sur une bonne connaissance du présent. Or les projections vers l'an 2020 faisaient l'impasse sur certaines faiblesses du système Indonésien mises à nu par l'effondrement de 1998 : un système financier vermoulu, un fossé social béant (on en avait conscience), une sous-estimation des forces de la globalisation.

L'hypothèque économique qui barre l'horizon doit être levée, faute de quoi les réformes politiques seraient remises en cause. La stratégie à suivre divise les dirigistes et les tenants du marché : dans un monde globalisé, faut-il libéraliser pour permettre l'expansion d'entreprises fortes et compétitives, ou est-il préférable de consolider l'État, garant de la souveraineté nationale et régisseur du marché ? Le poids des traditions historiques, la prégnance de la culture Javanaise, la défense des prérogatives nationales donnent l'avantage aux partisans de l'État.

2. Vers un nouvel équilibre ?

A terme, une stabilisation socioculturelle est inscrite dans l'évolution démographique. Après 2010, le potentiel fondamentaliste, y compris islamique, devrait s'effriter par ce que la population Indonésienne connaîtra un vieillissement relatif. Et cela, même si Java devient une « île-cité » la plus grande du monde, avec 140 millions d'habitants. Une pyramide des âges mieux équilibrée favoriserait la remontée des modérés et garantirait une nouvelle maturité socio-politique.

Quoi qu'il arrive, le monde Indonésien est destiné à demeurer un grand ensemble culturel, occupant la plus grande partie de l'espace sud-est asiatique. Le vrai défi est celui lancé à la République d'Indonésie qui doit réinventer son fonctionnement. Elle peut le faire par un retour aux sources de 1945, dont les mots d'ordre étaient mobilisation sociale, égalitarisme, et sens du compromis. Elle peut aussi y parvenir par une nouvelle relation entre le centre et la périphérie, une réduction du paternalisme social, et une meilleure éducation politique des citoyens.

Même dans la difficulté, le désir d'une voie Indonésienne continue de s'exprimer, d'abord par le refus réitéré du « libéralisme sauvage » et du « matérialisme sans foi », mais aussi par l'aspiration de toujours à la culture et à la créativité. A cet effet, l'Indonésie doit renouer le pacte qui la lie à elle-même,

et libérer les traditions qui la composent, pour rester différente, originale, exemplaire peut-être.

3. L'Armée Indonésienne au 21^e siècle

La présence de l'Armée Indonésienne, pour conclure, par sa position et son rôle sur la scène nationale, est une tâche historique, car chaque fois que la nation est confrontée aux problèmes cruciaux, l'Armée, au même niveau que les autres composants nationaux, se sent concernée et s'efforce de prendre les mesures nécessaires.

La réforme n'est qu'un choix pour surmonter la crise nationale actuelle. La demande et la pression pour changer la vie nationale doivent être anticipées pour que le conflit pendant l'exercice de la liberté, de la démocratie, la justice, de l'ordre politique et le respect de la loi puissent s'accommoder convenablement sans provoquer une désintégration nationale.

Par des mesures adéquates et par un nouveau paradigme, l'Armée Indonésienne met en place sa propre réforme par une redéfinition, une reposition et une réactualisation de son rôle, grâce auxquelles, en observant avec vigilance les défis et les perspectives du 21^e siècle, il est possible de tout formuler d'une manière conceptuelle. La position et le rôle de l'Armée Indonésienne en tant que protectrice de la souveraineté et de l'intégrité nationale, ainsi qu'en tant que catalyseur qui promeut la vie démocratique et la prospérité bien partagée, sont rassemblés en un seul rôle intégré.

BIBLIOGRAPHIE

1. François Raillon, *Asie Plurielle – Indonésie la Réinvention d'un archipel*, La documentation française, Paris, 1999.
2. Denys Lombard, *Géopolitique Indonésie un géant dans le Pacifique – L'Indonésie dans l'histoire*, Eté 1995 no.50.
3. Donald E. Weatherbee, *Géopolitique Indonésie un géant dans le Pacifique – Une politique étrangère « indépendante et active »*, Eté 1995 no. 50.
4. Bernard Dorléans, *Indonésie : Les faits et les chiffres*, *Géopolitique* 1995.
5. John Downey, *Management in The Armed Forces, An Anatomy of the Military Profession*, Mc.Graw-Hill, London, 1997.
6. *Revue Officielle de l'Ambassade de la République d'Indonésie en France, Perspectives Indonésiennes*, 1996 / 1997.
7. *L'Ambassade de la République d'Indonésie en France : Le rôle de l'Armée Indonésienne au 21^e siècle*, 1998.
8. *Livre Blanc (extraits) de la Défense du gouvernement Indonésien* (Jakarta, 28 octobre 1995), Cote 930. ID, no.8132